

COMMISSION DE LA JUSTICE**COMMISSIE VOOR DE JUSTITIE**

du

van

MERCREDI 20 OCTOBRE 2010

WOENSDAG 20 OKTOBER 2010

Matin

Voormiddag

La réunion publique est ouverte à 10 h 16 sous la présidence de Mme Sonja Becq.

Présidente: Sophie De Wit.

01 Questions jointes de

- **Mme Sonja Becq au ministre de la Justice sur "le contrôle des interprètes/traducteurs en matière pénale" (n° 114)**
- **Mme Sonja Becq au ministre de la Justice sur "les initiatives relatives aux traducteurs et interprètes en justice" (n° 115)**

01.01 Sonja Becq (CD&V): Chaque tribunal, chaque ressort dresse ses propres listes de personnes entrant en considération pour remplir la fonction de traducteur-interprète en matière pénale. Les critères de sélection ne sont pas toujours limpides et la question se pose dès lors de savoir comment qualité et objectivité des critères peuvent être garanties. En outre, la qualité de la traduction a sa propre spécificité dans le cadre d'une interprétation. Un traducteur-interprète doit toujours traduire littéralement, sans se livrer à une interprétation, ce qui ne va pas toujours de soi. Cette question est également pertinente dans le cas d'un avis de subsidiarité.

La Lessius Hogeschool d'Anvers a mis au point une formation ad hoc et le président du tribunal d'Anvers a déclaré qu'il ne ferait plus appel qu'à des interprètes et à des traducteurs porteurs d'un certificat délivré au terme de cette formation.

Comment le travail des interprètes et l'exactitude des traductions sont-ils contrôlés? Auprès de quelle instance un inculpé qui aurait constaté des irrégularités présumées peut-il déposer une plainte? Comment peut-il prouver la matérialité de ces irrégularités?

Est-il par exemple possible de travailler avec des enregistrements vidéo? Le ministre a-t-il une idée du coût d'une telle solution?

En fonction de quelles données et de quels critères les listes sont-elles établies dans les différents tribunaux? Procède-t-on également de la sorte pour les affaires civiles? Existe-t-il en Flandre ou en Wallonie des expériences analogues à celle menée à Anvers?

01.02 Stefaan De Clerck, ministre (*en néerlandais*): Pour le magistrat requérant, le contrôle de qualité se limite dans de nombreux cas à ses constatations personnelles pour les langues qu'il ou elle maîtrise. Certains arrondissements ont pris des initiatives pour améliorer la qualité des traducteurs et interprètes jurés et assurer un plus grand professionnalisme. D'autres arrondissements ont pris des initiatives similaires pour régler la légalisation des traducteurs et interprètes jurés.

D'autres services judiciaires et d'autres départements comme l'Office des étrangers, la police fédérale et le Commissariat général aux réfugiés et aux apatrides ont pris des initiatives pour assurer un service de meilleure qualité, mais il s'agit cependant d'initiatives disparates.

Un groupe de travail dirigé par le Service de la Politique criminelle a été institué au sein de la cellule Traite des êtres humains en vue d'échanger l'expérience et les connaissances de divers départements sur le recours à des traducteurs et interprètes et de formuler des recommandations pratiques. Il convient de définir rapidement un statut légal. L'administration s'emploie actuellement à rédiger un projet de loi en la matière.

Nous devons veiller à transposer la directive européenne sur les droits à la traduction et à l'interprétation, qui a été définitivement adoptée vendredi dernier. Or une telle opération représente un problème pour un gouvernement en affaires courantes.

Il est possible de s'adresser à toute autorité judiciaire en cas de problème de traduction.

Depuis le 4 mai 2009, 271 affaires ont été traitées par visioconférence. Il a également été recouru à cette technologie pour 285 constatations. Un total de 370 avocats ont traité une ou plusieurs affaires de ce type. La méthode sera également appliquée pour 160 constatations dans 159 affaires. Il s'agit parfois d'une deuxième audience. Deux cent quatorze avocats ont encore participé à de telles audiences. Au total, 462 avocats ont traité et/ou doivent encore traiter une ou plusieurs affaires par visioconférence. Au 11 janvier 2010, le nombre d'affaires traitées s'élevait à 98, tandis que 136 devaient encore avoir lieu. Ces données démontrent que l'expérience est concluante et qu'elle peut être étendue à d'autres lieux.

Des moyens supplémentaires seront nécessaires étant donné la hausse du coût des traducteurs et interprètes.

Le système mis au point à Anvers fonctionne et il faudrait instaurer ce modèle ailleurs également. Cette question devrait en réalité être débattue avec le Collège du siège de manière à procéder à une harmonisation dans les différents ressorts et tribunaux.

01.03 Sonja Becq (CD&V): Un cadre réglementaire s'impose et il faut pouvoir compter sur l'appui de l'Union européenne.

Le gouvernement étant en affaires courantes, il est préférable que nous déposions une proposition de loi.

01.04 Stefaan De Clerck, ministre (*en néerlandais*): Actuellement, c'est me semble-t-il la solution la plus sage et l'administration devra ensuite voir comment y greffer ses activités.

L'incident est clos.

02 Question de Mme Sonja Becq au ministre de la Justice sur "la consultation du Registre national par les huissiers de justice" (n° 116)

02.01 Sonja Becq (CD&V): Quelle est la compétence des huissiers de justice en ce qui concerne la consultation du registre national? Un contrôle est-il exercé en la matière? Quel est le coût d'une consultation?

02.02 Stefaan De Clerck, ministre (*en néerlandais*): Depuis le 1^{er} mars 2006, les huissiers de justice sont habilités à consulter le registre national pour identifier des personnes dans les actes qu'ils doivent rédiger et signifier.

La loi du 8 août 1983 impose à toute autorité de désigner un agent chargé de protéger les données. Par ailleurs, les huissiers de justice sont également tenus au secret professionnel et doivent prendre toutes les précautions utiles pour garantir la sécurité de l'information. Le comité sectoriel du registre national contrôle le respect de la loi.

Je ne pense pas que les consultations soient payantes mais je n'en suis pas sûr.

L'incident est clos.

03 Question de M. Stefaan Van Hecke au ministre de la Justice sur "l'enquête dans le dossier De

Vleeschauwer" (n° 147)

03.01 Stefaan Van Hecke (Ecolo-Groen!): Le dossier relatif au meurtre du gendarme Peter De Vleeschauwer est actuellement examiné par un conseiller près la cour d'appel de Gand. Combien d'enquêteurs travaillent-ils sur ce dossier? Des personnes ont-elles été écartées de l'enquête dans l'intervalle? Dispose-t-on de garanties qu'un nombre suffisant d'enquêteurs resteront disponibles? Le juge d'instruction a-t-il demandé une aide supplémentaire et l'a-t-il obtenue? A-t-on l'intention d'annuler l'exemption du magistrat-juge d'instruction en sa qualité de président de la chambre des mises en accusation?

03.02 Stefaan De Clerck, ministre (*en néerlandais*): Sont actifs sur le plan judiciaire: un président de la chambre-juge d'instruction de la cour d'appel de Gand qui travaille à temps partiel, un greffier de la chambre des mises en accusation de la cour d'appel de Gand, également à temps partiel, un employé du greffe et des collaborateurs de JustScan chargés de la numérisation. En matière de police, sont actifs: deux enquêteurs opérationnels de la police fédérale de Gand, unité Meurtre, un commissaire de police et un inspecteur principal. Ces deux derniers sont associés à l'enquête à temps partiel. Les services de police locaux, la police maritime d'Anvers, les services centraux et la police fédérale interviennent également sporadiquement dans l'enquête.

Deux profileurs de la police fédérale d'Etterbeek travaillent également à temps partiel sur ce dossier, de même qu'un nombre variable d'analystes criminels du service des Opérations judiciaires. Par ailleurs, à la suite d'un départ à la retraite, un changement est intervenu au niveau du commissaire divisionnaire. À l'origine, toute la section homicides avait été mise à la disposition de l'enquête, mais le nombre a ensuite été réduit à deux enquêteurs opérationnels. Le conseiller-juge d'instruction a également demandé l'assistance d'un analyste criminel à Gand. Cette demande de soutien sera satisfaite prochainement. Depuis le 1^{er} octobre 2010, suite au départ à la retraite de l'ancien président de la chambre des mises en accusation, le conseiller-juge d'instruction occupe provisoirement cette fonction, dans laquelle il est reconduit de semaine en semaine.

L'incident est clos.

Président: Stefaan Van Hecke.

04 Questions jointes de

- **M. Christian Brotcorne** au ministre de la Justice sur "la mise en oeuvre du Masterplan prisons" (n° 151)
- **Mme Sophie De Wit** au ministre de la Justice sur "le Masterplan prisons" (n° 426)

04.01 Christian Brotcorne (cdH): À voir ce qui se passe aujourd'hui dans nos prisons, il est urgent de pouvoir mettre en œuvre le Masterplan pour parvenir à des conditions carcérales plus humaines, pour appliquer le statut juridique des détenus et mieux harmoniser le travail de ceux qui se trouvent dans ces établissements.

Quand vous m'avez fait le plaisir de visiter ma commune, concernée par l'implantation d'une des quatre nouvelles prisons prévues, vous nous annonciez que nous pourrions désigner des adjudicataires dès fin octobre ou début novembre.

Où en est le Masterplan? S'agissant d'une politique déjà entamée et, pour partie, budgétée, peut-on espérer poursuivre le travail malgré le contexte actuel d'affaires courantes?

Présidente: Sonja Becq.

04.02 Sophie De Wit (N-VA): Le sérieux en matière d'exécution des peines et l'amélioration des conditions de vie dans les prisons sont des points importants du Masterplan 2008-2012. Dans quelle mesure le gouvernement chargé des affaires courantes peut-il encore influencer sur la réalisation de ce Masterplan? Les

dates butoirs ont-elles pu être respectées ou un nouvel échéancier a-t-il été établi? Comment se déroule la coopération entre le SPF Justice et la Régie des Bâtiments? Le budget est-il suffisant? Qu'en est-il d'éventuelles techniques de financement alternatif?

04.03 Stefaan De Clerck, ministre (*en français*): Même si nous sommes dans un gouvernement en affaires courantes, nous pouvons continuer à travailler à ce Masterplan, étant donné qu'il a été approuvé en Conseil des ministres.

Si des problèmes se posent, le dossier pourrait repasser devant le Conseil des ministres.

La procédure pour la construction des quatre premières prisons est en cours. Les dossiers déposés fin mai ont été jugés par un jury professionnel durant les mois de juin, juillet et août. Cette procédure a conduit à un classement en septembre et à la sélection de deux à trois groupes pour chaque prison.

Le délai de 2013 pour l'utilisation de ces quatre prisons reste donc maintenu.

Le dossier de Bruxelles est toujours à l'étude.

Le devis pour une étude plus étendue sur la mobilité, demandée par Bruxelles et Machelen, a été approuvé en Conseil des ministres.

(*En néerlandais*) En ce qui concerne la situation à Bruxelles, nous avons publié l'étude de mobilité pour Haren. Le problème qui se pose à Forest est dû à la non-exécution des travaux convenus il y a deux ans avec la Régie des Bâtiments, qui nous a contraints de fermer l'aile B. Nous poursuivons sur notre lancée en ce qui concerne la nouvelle prison et espérons pouvoir procéder à l'acquisition des terrains à Haren sur la base des études réalisées.

Quant à Gand, le calendrier jusqu'à 2013 reste d'application. Pour Anvers, nous avons dans l'intervalle examiné le dossier avec le maître de l'ouvrage flamand, après quoi la demande de permis de bâtir pourra être introduite immédiatement. Dans le dossier concernant Sambreville, des discussions sont actuellement menées avec le ministre-président du gouvernement wallon.

(*En français*) Nous avons reçu le permis de construire pour Achène en juillet. D'ici à la fin de l'année, nous ferons appel à un bureau d'études. Les travaux devraient être terminés à la fin 2013.

Nous avons prévu un programme de rénovation ainsi qu'un élargissement des sites existants.

La collaboration entre la Justice et la Régie des Bâtiments se passe bien, mis à part quelques exceptions.

Quant au budget, je répète qu'il s'agit d'un partenariat public/privé.

(*En néerlandais*) Il s'agit ici d'un partenariat public/privé dans le cadre duquel le financement commencera à la réception des bâtiments. À l'heure qu'il est, les projets de nouvelles constructions ne sont pas budgétés. Il faudra y pourvoir pendant vingt-cinq ans dès l'instant où les bâtiments seront mis à disposition, autrement dit à compter de 2013. Tout se passe comme prévu. Il s'agit ici de décisions prises précédemment. Si des problèmes devaient se poser, le gouvernement devrait déterminer dans quelle mesure il est habilité à prendre des décisions en période d'affaires courantes.

04.04 Christian Brotcorne (cdH): Nous pouvions craindre, vu l'ampleur de ce plan, que les affaires courantes ne viennent perturber le cours des choses. Ce n'est pas le cas, à vous entendre.

Vous nous dites qu'il n'y a aucun souci pour l'élaboration du prochain budget, car ce n'est qu'à partir de 2013 qu'il faudra imputer les dépenses consécutives à la mise en œuvre de ce Masterplan. L'amélioration de la situation des détenus et de ceux qui travaillent dans les établissements pénitentiaires n'est pas un luxe!

04.05 Sophie De Wit (N-VA): Je me réjouis que nous ne soyons pas en retard sur le calendrier fixé, à quelques exceptions près, peut-être. Le problème de Forest démontre qu'il est impératif de veiller à ce que l'accord passé avec la Régie des Bâtiments soit respecté scrupuleusement.

Je me réjouis de voir les chiffres relatifs au partenariat public/privé qui, je l'espère, nous permettront d'éviter toute dérive budgétaire.

L'incident est clos.

05 Question de M. Raf Terwingen au ministre de la Justice sur "la vente d'armes rendues inutilisables" (n° 182)

05.01 Raf Terwingen (CD&V): Les armes récoltées conformément à la loi sur les armes et qui ont été neutralisées peuvent être revendues ensuite mais exclusivement à des collectionneurs. Or on a découvert récemment à Sint-Pieters-Leeuw un arsenal d'armes neutralisées qui avaient été de nouveau rendues aptes au tir. Manifestement, la procédure de neutralisation des armes est imparfaite. Comment le bon déroulement de cette procédure est-il contrôlé?

05.02 Stefaan De Clerck, ministre (en néerlandais): L'annexe à l'arrêté royal du 20 septembre 1991 décrit, pour chaque type d'arme, la procédure de neutralisation à suivre. Cette procédure consiste à déformer ou à briser des éléments essentiels de l'arme. Chaque arme neutralisée est marquée d'un poinçon du banc d'épreuves de Liège.

La possibilité de remise en état de fonctionnement des armes indique soit que la procédure technique n'est pas concluante, soit que le label a fait l'objet d'une fraude. Nous devons toutefois attendre les résultats de l'enquête avant d'en tirer des conclusions politiques.

Les responsables du banc d'épreuves et mes services sont cependant d'accord pour dire qu'un label ne suffit pas et que chaque arme doit être accompagnée d'une attestation du banc d'épreuves.

Pour ce qui concerne la technique de neutralisation, une normalisation européenne est en préparation.

L'incident est clos.

Président: Christian Brotcorne.

06 Question de M. Bert Schoofs au ministre de la Justice sur "le contrôle anti-drogues effectué récemment à la prison de Hasselt" (n° 183)

06.01 Bert Schoofs (VB): Le 6 octobre 2010, la police a effectué un contrôle anti-drogues à la prison de Hasselt. Combien de personnes ont été contrôlées? Combien d'entre elles étaient en possession de drogues et de quelles drogues s'agissait-il? A-t-il été procédé à des arrestations? Combien de contrôles ont été effectués à Hasselt en 2008, 2009 et 2010? La direction est-elle prévenue en cas de contrôle et une concertation est-elle organisée avec elle?

06.02 Stefaan De Clerck, ministre (en néerlandais): Cent soixante deux personnes ont été contrôlées et huit étaient en possession de cannabis. Il n'a été procédé à aucune arrestation. Ces contrôles s'inscrivent dans le cadre d'un protocole d'accord conclu entre le parquet, la police et les directions des prisons. Une trentaine de contrôles ont été effectués en 2008. L'accent est mis sur la prévention consistant à éviter que des drogues soient introduites dans les prisons. Ce sont donc plus particulièrement les visiteurs et les détenus qui rentrent de congé pénitentiaire qui sont contrôlés. Il est également procédé occasionnellement au contrôle d'une section au sein de la prison. Il est évident que la direction est informée préalablement. Les actions sont en effet organisées en concertation avec les directions des prisons.

L'incident est clos.

07 Question de Mme Juliette Boulet au ministre de la Justice sur "l'incendie des Mésanges à Mons" (n° 145)

07.01 Juliette Boulet (Ecolo-Groen!): Cet incendie a eu lieu il y a sept ans déjà, le procès tarde et le ton du collectif des victimes se durcit.

Pourquoi tous ces retards dans le processus judiciaire et quelles sont les dates des futures étapes?

La durée d'attente se situe-t-elle dans la moyenne pour des procès de ce genre?

07.02 Stefaan De Clerck, ministre (*en français*): Je renvoie aux réponses que j'ai déjà fournies sur ce sujet.

Cette enquête a comporté deux volets. Le magistrat instructeur a d'abord tenté de déterminer la nature de cet incendie et d'identifier l'auteur des faits. Une personne suspecte a été placée sous mandat d'arrêt le 24 juin 2005 mais la chambre des mises en accusation de Mons a estimé qu'il n'existait pas d'indice sérieux de culpabilité à son égard.

Dans un deuxième temps, le magistrat instructeur a été requis d'ouvrir une information du chef d'homicide ou de blessure involontaire. Il a procédé à l'analyse du fonctionnement de la Société d'habitations sociales et de ses organes, ce qui a nécessité de très nombreux devoirs d'enquête! Le dossier a été remis à l'Office du procureur du Roi le 8 août 2007. Après analyse, le ministère public a constaté qu'il subsistait de nombreux problèmes.

Une autre instruction, ouverte suite à une plainte avec constitution de partie civile et déposée du chef de détournement par l'ancien commissaire du gouvernement wallon auprès de cette Société d'habitations sociales, M. Pollet, contiendrait des éléments éclairants. Un réquisitoire en vue du dessaisissement du magistrat instructeur au profit du parquet général de Mons, seul compétent en ce cas, a été rédigé le 20 avril 2009.

Une ordonnance de dessaisissement a été rendue par la Chambre du conseil du tribunal de première instance de Mons le 26 juin 2009. Le procureur général de Mons m'indique qu'il prendra sa réquisition dans le courant de la première semaine de novembre 2010.

07.03 Juliette Boulet (Ecolo-Groen!): Il s'agit d'un public très précarisé et qui a été très choqué. Moins on lui donne d'informations, plus il a l'impression que le politique refuse de lever le voile sur la gestion calamiteuse de la société de logement.

Votre prédécesseur ainsi que Mme Onkelinx les avaient reçus. De grands engagements ont été pris sans être suivis d'effets. Ils menacent de faire la grève de la faim et je n'ai pas envie qu'ils en arrivent à de telles extrémités.

L'incident est clos.

08 Questions jointes de

- **M. Bert Schoofs** au ministre de la Justice sur "un point de contact relatif aux mauvais juges" (n° 374)
- **Mme Sophie De Wit** au ministre de la Justice sur "le rapport relatif à la Justice et les résultats de l'enquête de l'Orde van Vlaamse Balies" (n° 421)

08.01 Bert Schoofs (VB): Nous pouvons lire dans le rapport sur la Justice des barreaux flamands que les avocats sont favorables à la création d'un point de contact relatif aux mauvais juges.

Que pense le ministre de cette idée? Une concertation multilatérale a-t-elle déjà été organisée?

08.02 Sophie De Wit (N-VA): Le rapport dresse un constat douloureux, à savoir qu'en Belgique, la

jurisprudence revêt peu à peu un caractère aléatoire. Il est question d'abus systématiques et du non-respect de règles juridiques. L'Ordre des barreaux flamands souhaite la création d'un point de contact pour signaler les cas problématiques.

De plus, les juges se laissent facilement mener par des experts à qui, de ce fait, ils transfèrent en quelque sorte leur compétence. Le mode de communication archaïque et les heures de bureaux strictes sont aussi dénoncés.

L'ordre formule une série de recommandations peu onéreuses mais qui requièrent surtout de la bonne volonté. Quelles conclusions le ministre tire-t-il du rapport? Des problèmes analogues se posent-ils du côté des barreaux wallons?

08.03 Stefaan De Clerck, ministre (*en néerlandais*): L'Ordre des barreaux flamands m'a transmis son rapport sur la justice le 14 octobre dernier. Je n'ai pas connaissance d'une initiative similaire de l'Ordre des barreaux francophones et germanophone. J'ignore également s'il y a eu une concertation avec l'ordre francophone à propos des résultats de la consultation organisée par l'ordre flamand.

Sept points d'action sont mentionnés. Le rapport confirme une nouvelle fois le fait que la modernisation de la Justice est l'affaire de tous. Se pose toutefois ici à nouveau le problème d'un gouvernement en affaires courantes. J'ai rédigé une note d'orientation, un débat a été mené et une série de propositions ont été formulées. En ce qui concerne le projet de mesure de la charge de travail auprès des cours et tribunaux, il y a un premier protocole du 4 juin 2008 et un deuxième protocole du 25 juin 2010. Ce dernier comporte un volet mesure de la charge de travail et un volet statistiques. L'option retenue est celle d'une introduction progressive et modulaire de la mesure de la charge de travail. L'assemblée permanente devra me fournir à cet effet un inventaire pour la fin 2010 et un calendrier sera alors défini sur cette base.

La mesure de la charge de travail requiert évidemment une nouvelle législation, de manière à adapter les chambres complémentaires des cours d'appel d'ici à janvier 2011.

Il faut effectivement redessiner le paysage judiciaire pour affronter les questions d'inefficacité, d'entêtement et de potentats locaux. C'est la raison pour laquelle une note évoque une mobilité accrue des magistrats, demande également formulée par l'Ordre. L'encadrement archaïque et dépassé d'un point de vue technique, la modernisation des greffes, un plus large développement des aptitudes...sont des refrains familiers.

Pour ce qui concerne le point de contact pour magistrats/dossiers problématiques, la Chambre a travaillé d'arrache-pied à l'adoption d'une proposition de loi qui réforme la procédure de traitement des plaintes auprès du Conseil supérieur de la Justice. La révision du droit disciplinaire des magistrats est également bouclée et nous en attendons la discussion. Ce droit disciplinaire autorise une intervention en cas de problèmes posés par un magistrat. Je ne suis pas un fervent partisan de la mise en place d'un point de contact classique. En cas de mauvais fonctionnement d'un de leurs magistrats, les présidents doivent prendre leurs responsabilités et j'estime qu'à ce jour, ils n'ont pris que de trop rares initiatives pour résoudre les dossiers problématiques.

Indépendamment de cette responsabilité, le Conseil supérieur joue également un rôle en tant que moyen complémentaire, comme ce sera également le cas, à l'avenir, du nouveau droit disciplinaire. En réformant le paysage judiciaire, en mettant sur pied un nouveau droit disciplinaire et en renforçant le Conseil supérieur, nous avons en fait déjà répondu à la plupart des demandes de l'*Orde van Vlaamse Balies*. Malheureusement, nous n'avons pas pu nous attaquer suffisamment à ces points à cause des récents événements politiques.

08.04 Bert Schoofs (VB): Pouvons-nous consulter le protocole relatif à la mesure de la charge de travail du 25 juin 2010?

Cette proposition de l'*Orde van Vlaamse Balies* m'a surpris. Certains accords avaient en effet déjà été conclus.

08.05 Sophie De Wit (N-VA): J'ai une grande compréhension pour le point de vue du ministre concernant le

point de contact.

L'incident est clos.

09 Question de Mme Karin Temmerman au ministre de la Justice sur "l'adjudication relative à l'exploitation du centre de psychiatrie légale de Gand" (n° 207)

09.01 Karin Temmerman (sp.a): Un centre de psychiatrie légale ouvrira ses portes à Gand. Quel est le calendrier relatif à la construction du centre et à son exploitation? Qui rend des avis en la matière?

09.02 Stefaan De Clerck, ministre (*en néerlandais*): Le cahier des charges a été publié le 1^{er} octobre 2010. L'objectif est d'attribuer le marché public à la mi-décembre 2010 et de commencer les travaux au printemps 2011. Le calendrier communiqué précédemment – à savoir 2013 – est maintenu.

L'ensemble du processus est mené en concertation avec la Régie et la Justice. Le 1^{er} juin 2007, un document reconnaissant l'asbl Platform Forensisch Psychiatrisch Centrum Gent comme interlocuteur a été signé. Pendant toute la phase conceptuelle, cette ASBL a rendu des avis à la Régie et à l'équipe de conception qui a signé les plans du centre. Je peux vous garantir que le projet répond à toutes les normes relatives à un hôpital. L'exploitant privé doit encore être désigné. Le dossier de l'adjudication a été soumis à la ministre de la Santé publique. L'établissement sera en effet financé comme un hôpital et suivi au plan budgétaire par la Santé publique, en collaboration avec la Justice. J'ai suggéré à ma collègue de la Santé publique d'obtenir un accord le plus rapidement possible dans ce dossier.

Dès que le document sera approuvé par les deux ministres, l'appel d'offres pourra être publié pour que le dossier soit joint le plus rapidement possible au dossier de construction déjà ouvert.

L'incident est clos.

10 Questions jointes de

- **M. David Geerts** au secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au Premier Ministre, sur "la non-perception d'amendes de roulage en cas d'infractions légères" (n° 238)
- **Mme Karin Temmerman** au ministre de la Justice sur "le classement sans suite des excès de vitesse sans gravité" (n° 262)
- **Mme Carina Van Cauter** au ministre de la Justice sur "l'impunité dont jouissent les auteurs d'infractions de roulage légères" (n° 318)
- **Mme Sophie De Wit** au ministre de la Justice sur "le classement sans suite des infractions de roulage sans gravité" (n° 354)
- **M. Bert Schoofs** au ministre de la Justice sur "l'impunité croissante en matière d'infractions de roulage" (n° 373)

10.01 Karin Temmerman (sp.a): Le procureur du Roi d'Anvers a l'intention de classer sans suite les procès-verbaux pour les excès de vitesse légers. Il s'agit d'un camouflet pour les communes qui investissent dans l'aménagement de zones 30. L'insécurité routière constitue l'une des principales causes de décès dans notre pays, surtout pour les usagers faibles de la route. Il devrait exister d'autres moyens de sanctionner ces infractions. La charge de la preuve devrait incomber au contrevenant et non pas à la Justice. Nous pensons également à la possibilité d'appliquer des sanctions communales administratives et à la perception immédiate par des agences indépendantes.

Qu'en est-il exactement du traitement des infractions légères au code de la route? Le ministre approuve-t-il l'introduction de la perception immédiate? Contact a-t-il été pris avec le secrétaire d'État à la Mobilité? La question pourrait-elle être réglée dans le cadre, par exemple, d'une loi relative aux sanctions administratives communales (loi SAC)? Ces infractions légères pourraient-elles être transformées en infractions du troisième degré? Existe-t-il une possibilité de prolongation du délai de prescription? Quelles sont les autres possibilités pour alléger la charge de travail du parquet?

10.02 Sophie De Wit (N-VA): Les parquets de Bruxelles, Hasselt et Termonde ont également fait savoir qu'ils étaient confrontés à une surcharge de travail mais que pour l'heure ils ne prendraient pas de mesures aussi extrêmes qu'à Anvers. Comment le ministre évalue-t-il la situation? Il existe à l'heure actuelle une

différence trop importante entre les personnes qui paient immédiatement et correctement l'amende et celles qui font preuve de négligence ou qui contestent l'amende. Ces dernières ne sont en effet pas poursuivies et sont dès lors exonérées du paiement de l'amende. Le parquet de Gand avance comme solution une réduction du montant de l'amende. Les Pays-Bas ont recours au système des bureaux d'encaissement. Les infractions y font l'objet d'un traitement purement administratif.

Je souhaiterais aussi connaître l'avis du ministre à propos de la perception immédiate avec une procédure judiciaire ultérieure. Dans quelle mesure cela cadrerait-il avec les idées formulées dans sa note sur l'exécution des peines? Les parquets wallons sont-ils confrontés au même problème?

10.03 Bert Schoofs (VB): Il convient de prévenir absolument toute disparité entre les différents parquets. Que disent les procureurs généraux?

10.04 Stefaan De Clerck, ministre (*en néerlandais*): En 2009, la police d'Anvers a proposé 492 870 perceptions immédiates (PI), c'est-à-dire 15 % des PI pour l'ensemble du pays. Lorsqu'une PI n'est pas payée, la police communique le procès-verbal au parquet. C'est aussi valable pour les infractions pour lesquelles la police ne peut pas proposer de PI.

En 2009, le parquet d'Anvers a reçu 111 000 dossiers relatifs à des infractions au code de la route. Le cap des 130 000 dossiers devrait être dépassé cette année. Des dossiers classiques relatifs à des collisions et à d'autres infractions à la loi sur la circulation routière, ainsi que des dossiers qui ressortissent à la compétence des tribunaux de police, sont évidemment aussi transmis.

Pour toute PI non payée ou pour tout autre dossier, le parquet impose une extinction de l'action publique par paiement d'une somme d'argent, qui coûte 10 euros de plus que la PI, et qui est payée dans environ 75 % des cas, mais ce pourcentage diminue chaque année.

Le nombre d'extinctions de l'action publique par paiement d'une amende pécuniaire qui restent impayées augmente donc d'année en année de sorte que la capacité d'audience ne suffit plus pour les traiter. Au parquet travaillent 240 membres du personnel, 55 magistrats du parquet et 20 juristes. Parmi eux, soixante membres du personnel et cinq magistrats sont affectés à la section "circulation", ce qui représente à peu près 8 % du contingent juridique. Cette proportion est de plus ou moins 7 % au sein des services de police. Par conséquent, les services judiciaires s'investissent proportionnellement plus que les services de police dans ce domaine.

Le parquet d'Anvers communique de façon franche et honnête, et donne chaque trimestre un feed-back aux services de police. Les procès-verbaux sont si nombreux qu'il n'est plus possible de les traiter. Pour éviter la prescription, il a été décidé de ne plus poursuivre les petites infractions, à l'exception des procès-verbaux qui découlent d'actions spéciales axées sur la sécurité routière.

Le procureur du Roi d'Anvers propose de résoudre ce problème en recourant à l'extinction de l'action publique par paiement d'une amende pécuniaire, avec inversion de l'initiative procédurale. C'est aussi ce que je propose et j'ai repris cette idée dans ma note sur l'exécution des peines que nous avons examinée sous la précédente législature. La justice devrait être à même d'abattre un volume de travail plus important avec moins de personnel en mettant en place des processus de travail plus efficaces. L'extinction de l'action publique par paiement d'une amende pécuniaire est l'un de ces processus de travail. Elle consiste en substance à habiliter le parquet à exécuter immédiatement, par l'intermédiaire du receveur des amendes pénales, les transactions impayées. Si le citoyen n'est pas d'accord, il peut évidemment porter cette affaire devant le tribunal. Les textes qui introduiront ce nouveau règlement dans la législation sont prêts mais cette question n'a pas été abordée par le gouvernement étant donné qu'il est en affaires courantes.

Je me consulte également avec mon collègue de la Mobilité et il existe un groupe de travail chargé d'examiner l'adaptation de la loi relative à la circulation.

En cas d'infractions légères, le tribunal de police ne connaît que des transactions impayées. Pour les infractions graves, les contrevenants sont automatiquement cités à comparaître en concertation avec les services de police. La sélection se fait sur la base de l'incidence de ces infractions sur la sécurité routière. Elle ne se fait donc pas à l'aveugle. Il est toujours donné suite aux actions spéciales de la police.

Simultanément, des mesures sont prises pour éviter la prescription des infractions qui ont une incidence importante sur la sécurité routière.

Quand je vois les chiffres, je comprends qu'une concertation avec les services de police ait lieu et que des priorités soient fixées. Je n'ai connaissance que des chiffres pour le parquet d'Anvers mais je pourrais en demander aux autres parquets. Toutefois, le parquet d'Anvers traite 15 % de toutes les affaires du pays et c'est beaucoup. Par conséquent, je comprends parfaitement l'aspect "management" et j'apporte tout mon soutien aux propositions émises à cet égard. Ces propositions figurent également dans ma note sur l'exécution des peines. Nous sommes en train d'étudier le modèle néerlandais de règlement administratif selon lequel tout citoyen qui n'est pas d'accord peut exiger que son affaire soit portée devant le tribunal. J'espère que le Parlement prendra des initiatives.

10.05 Karin Temmerman (sp.a): Je souhaiterais obtenir les chiffres pour Gand. Des infractions légères peuvent également être à l'origine d'accidents mortels et elles ne peuvent donc pas être tout simplement classées sans suite. Un conducteur qui a garé son véhicule de manière réglementaire mais n'a pas payé sa redevance de stationnement écope d'une rétribution et reçoit la visite d'un huissier en cas de non-paiement, alors qu'un conducteur qui gare son véhicule sur un passage pour piétons ou sur une piste cyclable peut échapper aux sanctions.

10.06 Stefaan De Clerck, ministre (*en néerlandais*): Un conducteur qui gare son véhicule sur une piste cyclable ou sur un passage pour piétons commet une infraction qui n'entre pas dans le champ d'application des infractions légères. Une sorte de sélection est uniquement opérée pour les verbalisations automatiques, en concertation avec la police. Le procureur du Roi peut lui-même déterminer la manière de procéder.

10.07 Karin Temmerman (sp.a): Voilà qui est rassurant. Nous ne manquerons pas de prendre des initiatives.

10.08 Sophie De Wit (N-VA): Actuellement, 75 % des contrevenants paient leurs amendes mais ce chiffre est en baisse. J'apprécie l'honnêteté de la communication à Anvers mais je crains que cela pourrait inciter les gens à ne pas payer. Il faudra donc prendre des mesures. Tous les parquets devraient mener sensiblement la même politique.

10.09 Stefaan De Clerck, ministre (*en néerlandais*): Ce point sera examiné lors d'une prochaine réunion du collège des procureurs généraux. Chaque procureur bénéficie d'une certaine marge de manœuvre mais nous devons également veiller à ce que les décisions ne soient pas prises à la carte. Il doit y avoir une certaine cohérence.

10.10 Bert Schoofs (VB): Nous sommes d'avis que toutes les infractions doivent être sanctionnées. Mais il faut continuer à faire la différence entre les principes du droit pénal et ceux du droit civil. Une personne qui commet une infraction légère ayant de graves conséquences a toujours droit à une défense. Nous ne pouvons inverser la charge de la preuve, même en cas de conséquences lourdes. Nous sommes favorables au bureau de recouvrement et au règlement administratif des infractions, mais seulement pour les infractions légères, quelles que soient leurs conséquences.

L'incident est clos.

11 Questions jointes de

- **M. Christian Brotcorne** au ministre de la Justice sur "les graves difficultés d'effectifs rencontrées par les tribunaux de Charleroi et de Mons" (n° 157)

- **Mme Marie-Christine Marghem** au ministre de la Justice sur "la sonnette d'alarme tirée par les tribunaux de l'arrondissement de Charleroi quant à l'insuffisance de l'effectif des magistrats" (n° 429)

11.01 Christian Brotcorne (cdH): Le président du tribunal de première instance, le procureur du Roi et le bâtonnier du barreau de Charleroi, puis le président du tribunal de première instance de Mons ont attiré l'attention sur la situation préoccupante de l'institution judiciaire dans leurs arrondissements respectifs.

L'augmentation considérable du nombre et de la complexité des affaires n'est compensée par aucune

augmentation du cadre des magistrats. L'arriéré judiciaire reste une réalité préoccupante dans le ressort de la cour d'appel du Hainaut, ce malgré l'apport de juges de complément.

Quelles mesures comptez-vous prendre pour soulager, autant que faire se peut, ces juridictions?

11.02 Marie-Christine Marghem (MR): Je souscris entièrement à l'introduction faite par mon collègue M. Brotcorne. La situation particulière au tribunal de première instance de Charleroi impliquait le renforcement de l'effectif selon les estimations notamment du CSJ. Or, trois magistrats de complément ont été retirés et envoyés à Mons.

Selon le CSJ, le fonctionnement normal du tribunal de première instance nécessite 48 juges. Dans les faits, le tribunal fonctionne avec 39 juges. Les "dossiers ordinaires" sont remis à 1 an au civil et à 6 mois au pénal. L'écart entre la moyenne nationale, 120 jours en 2007 et 114 aujourd'hui, et celle du tribunal de première instance de Charleroi, 161 jours, se creuse de plus en plus.

Pourquoi ne pas prévoir de désignation de nouveaux magistrats de complément?

Avez-vous l'intention de remplir le cadre selon les estimations du CSJ?

Quelles solutions structurelles pouvez-vous envisager?

Où en sont vos grands projets en matière de mesure de la charge de travail et de modernisation des juridictions?

11.03 Stefaan De Clerck, ministre (*en français*): La difficulté en l'espèce tient essentiellement en la répartition des juges de complément entre les trois tribunaux de première instance du ressort de la cour d'appel de Mons. Il s'agit d'une compétence du premier président de la cour d'appel de Mons, qui m'a indiqué que la situation ne lui semblait pas particulièrement préoccupante. Le procureur général est plus nuancé. Il estime qu'il dispose globalement au niveau du ressort de moyens humains et matériels suffisants mais qu'il convient de les répartir équitablement et de mieux les rentabiliser.

Selon les statistiques du collège des procureurs généraux, Charleroi comptait parmi les arrondissements les plus performants jusqu'en 2009, tandis que la durée de traitement des instructions est la plus longue du pays à Mons. Il était donc normal, aux yeux du procureur général, de renforcer ce dernier arrondissement.

Le premier président estime que l'attribution doit se faire au regard de l'activité de l'ensemble du ressort et il se base notamment sur les rapports de fonctionnement approuvés par les assemblées générales.

Pour rappel, le cadre actuel de Charleroi est de 40 juges et il n'y aucune place vacante; celui de Mons est de 26 juges et une place est vacante; celui de Tournai est de 16 juges et une place est vacante. Enfin, depuis le 1^{er} septembre, il y a une place vacante de juge de complément dans le ressort de la cour d'appel de Mons.

Le premier président a réparti les juges de complément de façon à ce qu'il y ait le même nombre de juges par habitant dans chacun des arrondissements judiciaires: deux juges de complément à Charleroi, huit à Mons et trois à Tournai.

Les critères choisis n'ont pas été critiqués par la Commission de modernisation de l'ordre judiciaire.

La publication des postes vacants a lieu chaque mois.

11.04 Christian Brotcorne (cdH): Il est un peu facile de laisser le soin de la répartition des magistrats au premier président alors qu'on sait que les cadres ne sont probablement pas suffisants. À mon sens, il faudrait ouvrir de nouvelles places.

Le Code judiciaire prévoit que le premier président répartit les magistrats de complément en fonction des nécessités du service. Différents critères peuvent être pris en compte. C'est sur la façon de calculer qu'il faudrait avancer.

11.05 Marie-Christine Marghem (MR): Je suis étonnée que le cadre pour Charleroi soit fixé à 40 et non à 46.

11.06 Stefaan De Clerck, ministre (en français): C'est la différence entre le cadre fixe et les juges de complément. À Charleroi, il y en a 40 plus quatre, tandis qu'à Mons il y en a 26 dans le cadre légal.

11.07 Marie-Christine Marghem (MR): La répartition est liée à la mesure de la charge de travail et à la méthode que l'on choisit pour obtenir une objectivation des besoins de chaque tribunal. À Charleroi, la grosse criminalité urbaine a nécessité un apport ponctuel de magistrats. Par ailleurs, plusieurs dossiers politico-judiciaires entraînent aujourd'hui un travail supplémentaire. Cela empêche le tribunal de première instance de Charleroi de conserver des délais raisonnables dans les prononcés des jugements.

Je n'ai pas le sentiment que la méthode choisie pour calculer la charge de travail des tribunaux ait été réellement acceptée, ni qu'elle soit réellement scientifique. Elle est apparemment fondée sur des interviews de magistrats. Il faudra un jour sortir de l'impasse et cesser de se rejeter la balle. Une méthode plus scientifique devra être trouvée pour évaluer la charge de travail et pour attribuer le nombre de magistrats nécessaires à chaque tribunal.

11.08 Stefaan De Clerck, ministre (en français): Vous ne connaissez pas le dossier!

11.09 Marie-Christine Marghem (MR): Je vous écoute.

11.10 Stefaan De Clerck, ministre (en français): Le problème se trouvait aux cours d'appel de Mons et d'Anvers qui trouvaient le premier protocole de calcul de la charge de travail inacceptable. Pour répondre à leur demande et pour avancer, j'ai présenté un nouveau protocole. Du fait de cette discussion, qui ne concerne plus que la cour d'appel de Mons, nous ne parvenons pas à finaliser le projet. Or, la charge de travail doit être fixée pour tous les tribunaux. Pour rencontrer les remarques de Mons, j'ai accepté qu'une analyse supplémentaire soit faite. Pourtant, la méthode d'évaluation était basée sur un travail scientifique et une étude académique. J'ai demandé qu'il soit à nouveau vérifié que la méthode utilisée pour Mons est bel et bien acceptable.

La prolongation en janvier des chambres de complément des cours d'appel est liée à la charge de travail. À un moment donné, il faudra accepter une méthode, sous peine de recommencer éternellement le débat sans parvenir jamais à un accord dans ce pays.

11.11 Marie-Christine Marghem (MR): De quand date ce protocole?

11.12 Stefaan De Clerck, ministre (en français): De juin. Il s'agit du deuxième protocole que j'ai élaboré pour répondre à toutes les remarques. J'espère enfin pouvoir aboutir sur la méthode et disposer d'un outil pour procéder au comptage dans tous les tribunaux. Nous attendons les résultats pour Anvers et Mons, afin de disposer d'un outil qui pourra s'appliquer dans tous les autres tribunaux. Si on n'aboutit pas à Mons, jamais on ne pourra avancer au niveau global!

11.13 Marie-Christine Marghem (MR): Je vous saurai gré de me transmettre ce protocole dont j'ignorais l'existence.

L'incident est clos.

12 Questions jointes de

- M. Christian Brotcorne au ministre de la Justice sur "la grève entamée par les gardiens de la prison de Tournai" (n° 271)
- M. Franco Seminara au ministre de la Justice sur "les problèmes de surpopulation à la prison de Tournai" (n° 310)
- M. Ronny Balcaen au ministre de la Justice sur "le résultat des négociations relatives à la prison de Tournai" (n° 355)
- Mme Marie-Christine Marghem au ministre de la Justice sur "la grève à la prison de Tournai" (n° 381)

- M. Éric Jadot au ministre de la Justice sur "les mouvements sociaux au sein du personnel des établissements pénitentiaires de Tournai, Mons et Nivelles" (n° 436)

12.01 Christian Brotcorne (cdH): Certes, la grève est terminée à la prison de Tournai. Force est pourtant de constater que des difficultés se posent à nouveau au sein des établissements pénitentiaires.

La situation dans les prisons en cas de grève sans préavis, avec l'obligation de faire venir la police, pose en effet à nouveau le problème du service minimum dans les prisons. Comptez-vous prendre des mesures pour remédier à ce problème récurrent?

12.02 Franco Seminara (PS): Les récents arrêts de travail à Tournai, à Nivelles ainsi que dans d'autres lieux de notre pays ont mis en lumière les conditions de travail extrêmement difficiles du personnel pénitentiaire qui dénonce de façon récurrente un manque d'effectif dans un contexte de surpopulation carcérale.

Pour remédier à cette situation, le gouvernement adopté en 2008 un *Masterplan* qui prévoit la création de 2 552 nouvelles places pour 2012 et la construction de sept nouveaux établissements pénitentiaires pour 2015.

Toutefois, la seule augmentation du parc carcéral belge n'est pas suffisante. Le phénomène de la surpopulation doit, en effet, être enrayé de façon structurelle. Un travail global, impliquant l'ensemble des acteurs, est nécessaire.

Quel est le contenu de l'accord conclu entre la direction de la prison de Tournai et votre cabinet?

12.03 Marie-Christine Marghem (MR): Pourriez-vous faire l'état des lieux quant au nombre de gardiens et quant au nombre de détenus par rapport au nombre de places? Y a-t-il une réflexion concernant le ratio? Comment expliquer l'impossibilité d'engager du personnel pénitentiaire? Les procédures de sélection ont pourtant été lancées au niveau du Selor il y a quelques mois et il semble que ces engagements étaient tout à fait possibles d'un point de vue budgétaire. Combien de policiers locaux et fédéraux ont-ils été mobilisés afin d'assurer la sécurité au sein de la prison de Tournai?

Quelles sont les mesures prises afin d'éviter les grèves dites sauvages au sein des établissements pénitentiaires? Un accord a été signé avec les organisations syndicales le 6 octobre. Quelle en est la portée? Quelle est la portée de l'accord ultérieur que vous avez conclu pour faire cesser la grève à Tournai?

12.04 Stefaan De Clerck, ministre (*en français*): Nous avons eu ce dimanche une réunion concernant la situation à la prison de Tournai. Un protocole a été conclu. Ce dernier a été soumis au personnel de la prison de Tournai. Le personnel est d'accord de reprendre le travail. La grève a été suspendue jusqu'au 16 novembre et la reprise du travail a eu lieu entre-temps.

Parallèlement, la réunion a également permis d'aborder la problématique du manque d'effectifs et de la surpopulation au niveau national. Il a été convenu d'étudier certaines pistes.

Je regrette que la grève se soit déroulée en dehors du cadre du protocole 351 du 19 avril 2010, sur le renforcement du dialogue social et la gestion des conflits au sein du secteur pénitentiaire, les membres du personnel ayant interrompu le travail avant la fin du délai prévu pour les négociations. Ce mouvement a fait perdre du temps. L'accord trouvé dimanche aurait pu être conclu dans le cadre de la procédure prévue par le protocole.

En respectant le protocole, nous serions parvenus à un tel accord sans déclencher de grève.

Ces dernières années, nous avons fourni un effort important pour remplir les cadres, avec succès. Le problème n'est pas là.

J'ai accepté de fournir un effort supplémentaire en prévoyant 44 contrats à durée déterminée jusqu'au 31 décembre 2010. Ce dimanche, nous sommes convenu avec les syndicats d'examiner s'il était possible de prolonger ces contrats en 2011.

Cependant, nous sommes confrontés à des problèmes sur lesquels nous n'avons que peu de prise, notamment l'absentéisme.

Ces problèmes dépendent peut-être de l'administration mais peut-être aussi des prisons elles-mêmes.

En ce qui concerne les grèves sauvages, j'estime que le protocole sur le dialogue social doit être respecté.

Nous avons conclu le protocole 351 du 19 avril 2010 sur le renforcement du dialogue social et la gestion des conflits au sein du secteur pénitentiaire dont l'objectif est justement d'éviter ce genre de mouvement. Je prends acte du non-respect du protocole à Tournai. Toutefois, les trois organisations syndicales représentatives n'avaient pas couvert les actions à Tournai.

Le protocole 366 du 6 octobre 2010, qui fait partie de la concertation nationale ayant débouché sur un accord et un protocole signé, aborde des points pour la plupart très techniques. Le protocole prévoit également les paquets de recrutements statutaires exécutés sur la base du plan de personnel 2010 ainsi que les recrutements contractuels. Il prévoit enfin une étude sur l'absentéisme.

Le débat global se poursuit avec les syndicats et nous avons signé un protocole début octobre. Les syndicats doivent prendre leurs responsabilités. Il appartient en effet aux organisations syndicales de couvrir ou non les grèves sauvages. En raison des accords signés, leur devoir est de participer à la discussion. Nous devons trouver des solutions ensemble.

12.05 Christian Brotcorne (cdH): Le droit de grève est légitime pour autant qu'il respecte les formes et les accords. Il faut donc insister sur l'importance du dialogue social et souligner vos efforts et ceux des organisations syndicales pour respecter les accords et les protocoles conclus.

Ces efforts démontrent qu'il existe une maturité qu'il faut continuer à privilégier.

12.06 Franco Seminara (PS): Ne pensez-vous pas que l'on aurait dû prévoir cela? J'ai l'impression que la marmite commence à bouillir un peu partout dans le Royaume.

12.07 Marie-Christine Marghem (MR): Je regrette qu'à la prison de Tournai, on n'ait pas suffisamment travaillé proactivement dans la ligne de ce protocole pour ce qui concerne le personnel absent. Cette situation met le personnel présent dans une situation difficile.

En outre, il y a un problème de communication avec la direction, raison pour laquelle certains décident de débrayer malgré les accords passés. C'est une situation de fait dont on doit se préoccuper malgré tous les protocoles signés. C'est d'ailleurs ce que vous avez fait et je vous en remercie, en espérant que l'on pourra reprendre dans la sérénité le plan de réorganisation des prisons et éviter à l'avenir ces désagréments, y compris pour les droits de la défense.

L'incident est clos.

13 Question de Mme Sabien Lahaye-Battheu au ministre de la Justice sur "la réforme de la réglementation concernant les subventions pour l'encadrement des peines de travail" (n° 288)

13.01 Sabien Lahaye-Battheu (Open Vld): La réglementation concernant les subventions versées aux pouvoirs locaux pour l'encadrement des peines de travail alternatives devait faire l'objet d'une réforme. Le ministre a précédemment affirmé que ce problème devait être considéré dans sa globalité et qu'il convenait d'établir la somme des coûts. Le ministre a également déclaré qu'il entendait mettre en place un financement structurel et non plus axé sur des projets. De plus, une attention particulière devait être accordée non

seulement au financement mais également à la qualité, à la formation, à l'appui et à la simplification administrative.

Si les villes et communes sont des partenaires importants à cet égard, des accords de coopération pourraient également être conclus avec d'autres lieux de prestation.

Le ministre peut-il faire le point?

Les longues listes d'attente pour les peines de travail posent problème. Les condamnés doivent parfois patienter plus d'un an ce qui affaiblit la portée de la sanction. Le groupe de travail poursuit-il l'étude de cette question? Des adaptations sont-elles prévues?

13.02 **Stefaan De Clerck**, ministre (*en néerlandais*): Cette année, en Flandre et en Wallonie, le nombre de peines de travail a augmenté de près de 12 %, alors qu'il est en baisse à Bruxelles. L'année n'est cependant pas terminée et ces chiffres sont dès lors provisoires.

Le 30 septembre 2010, les maisons de justice comptaient encore 1 047 dossiers en attente, nettement moins que les mois précédents, mais le chiffre varie fortement. La direction générale Maisons de justice poursuit ses efforts pour résorber les listes d'attente.

Un groupe de travail composé de membres de la direction générale a été installé en février 2010 et a été chargé d'étudier l'actuel système de subventions et le modèle organisationnel pour l'exécution des peines de travail.

Le 15 mars 2010, j'ai informé par écrit les partenaires de financement actuels de cette initiative. Jusqu'à la chute du gouvernement, le groupe de travail s'est réuni à quatre reprises. J'ai choisi de prolonger la durée de vie de ce groupe de travail, tout en le plaçant sous la houlette de la Direction générale des Maisons de justice. Pour le moment, il prépare un modèle organisationnel visant une exécution efficace des peines de travail. L'axe de travail central est l'optimisation des accords de coopération. Tout est mis en œuvre pour remédier aux problèmes actuels. Par ailleurs, il est tenu compte autant que possible de l'offre existante de lieux d'exécution, ainsi que des collaborations subsidiées avec les villes et les communes. Il est encore trop tôt pour indiquer dans quel sens iront les conclusions du groupe de travail. Dès qu'il y aura une proposition concrète, elle sera soumise au ministre de la Justice, c'est-à-dire en principe d'ici à la fin de l'année. La pression sur les lieux d'exécution et sur les maisons de justice va croissant.

13.03 **Sabien Lahaye-Battheu** (Open Vld): Il est important qu'à l'avenir une personne condamnée à une peine de travail ne doive plus attendre un an avant de pouvoir purger cette peine. Le système des peines de travail rencontre clairement un grand succès.

13.04 **Stefaan De Clerck**, ministre (*en néerlandais*): Il convient effectivement de saluer le fait que le nombre de peines de travail augmente sensiblement. Le nombre de détenus placés sous surveillance électronique augmente également de manière spectaculaire puisqu'il est passé en 18 mois de 600 à 1 300. Sur ce plan, nous évoluons donc dans la bonne direction.

L'incident est clos.

13.05 **Stefaan De Clerck**, ministre (*en néerlandais*): Pour ce qui est de la question n° 289 de Mme Lahaye-Battheu sur les frais de justice, je dispose d'une réponse circonstanciée comportant de très nombreuses données chiffrées. Je lui transmettrai donc la réponse par écrit.

14 Questions jointes de

- Mme Sabien Lahaye-Battheu au ministre de la Justice sur "le système de la surveillance électronique" (n° 290)

- Mme Sophie De Wit au ministre de la Justice sur "les problèmes relatifs à l'utilisation de bracelets électroniques dus à un manque de personnel au Centre national de Surveillance électronique" (n° 423)

14.01 **Sabien Lahaye-Battheu** (Open Vld): Début juin, le ministre a présenté le nouveau système de

surveillance électronique progressivement mis en place depuis le 1^{er} avril 2010 auprès du Centre national de Surveillance électronique. Au total, 1 500 bracelets de cheville électroniques sont annoncés et il devrait prochainement être possible d'utiliser des systèmes de reconnaissance vocale ou des applications GPS. Cependant, début septembre, les maisons de justice ont indiqué que l'effectif actuel ne pouvait suivre que 1 200 condamnés sous surveillance électronique.

Combien de condamnés sont actuellement soumis à la procédure de surveillance électronique, répartie en trois étapes? Quand le nouveau système de reconnaissance vocale et les applications GPS pourront-ils être mis en œuvre? Quelle réponse le ministre a-t-il donnée aux maisons de justice?

14.02 Sophie De Wit (N-VA): Sur le terrain, le personnel dénonce une charge de travail trop importante, puisqu'il doit également assurer le suivi des bracelets de cheville. Le ministre a promis des renforts à partir du 1^{er} janvier 2011 et deux collaborateurs issus des maisons de justice devraient d'ici là être affectés à cette tâche, effort jugé totalement insuffisant par les organisations syndicales. Le Centre national se contentera dès lors de traiter les cas les plus urgents et maximum 1 200 condamnés seront suivis.

Quelles solutions adéquates le ministre pourrait-il présenter avant la fin de l'année? Un budget a-t-il été prévu à cet effet? Quel est le résultat de la concertation de la semaine passée entre les syndicats et les services concernés? Le problème sera-t-il résolu en engageant 15 personnes supplémentaires dès le 1^{er} janvier 2011? Pourquoi les deux collaborateurs temporaires de la Justice ne sont-ils employés que deux heures par jour? Le ministre estime-t-il que l'objectif consistant à atteindre le chiffre de 1 300 à 1 400 surveillances électroniques d'ici la fin de l'année est réaliste ou a-t-il revu ses prévisions à la baisse?

14.03 Stefaan De Clerck, ministre (en néerlandais): La tendance est à la hausse étant donné que selon le Centre national, 1 154 personnes étaient sous contrôle électronique au 15 octobre 2010. J'ai cependant déclaré d'emblée qu'une telle extension de capacité nécessitait des moyens supplémentaires, tant sur le plan matériel que du personnel. Ces moyens ont été débloqués en dépit de la période budgétaire difficile que nous traversons. Il faut cependant parfois patienter quelque peu entre la mobilisation des ressources et le moment où elles sont réellement opérationnelles.

Le matériel existant a été entièrement remplacé en avril 2010. Il s'agissait du système de gestion centrale, de tous les bracelets et de tous les appareils de surveillance au domicile des détenus. La phase de transition s'est déroulée sans problèmes.

Des efforts supplémentaires ont été consentis en matière de personnel et de moyens, par le biais d'une extension du Centre national de Surveillance électronique. Il s'agit de seize recrutements supplémentaires pour renforcer l'équipe de monitoring existante au centre de contrôle de Bruxelles. Les entretiens de sélection se poursuivront jusque fin octobre. Quelques membres du personnel qui doivent encore venir compléter le cadre existant seront aussi recrutés dans le cadre de cette procédure. Ces nouveaux collaborateurs pourront sans doute entrer en service fin 2010 ou début 2011. Ils recevront la formation requise.

Les syndicats et le service concerné ont conclu des accords, la semaine dernière, pour pouvoir faire face à la charge de travail pendant la période de soudure. Les tâches administratives seront mieux réparties et un appui administratif temporaire sera prévu.

Un travail considérable a été réalisé au cours des deux dernières années. La capacité a presque doublé depuis mai 2009. Il faudra à présent évoluer progressivement vers une capacité de 1 500 personnes. Le prochain gouvernement devra engager le débat sur une nouvelle extension du champ d'application. La priorité va à présent à une extension de la capacité.

Fin septembre, 1 906 personnes étaient en interruption de peine. Elles attendent un bracelet de cheville. On peut estimer que 60 % d'entre elles recevront effectivement ce bracelet. Selon les maisons de justice et sur la base des chiffres du 30 septembre dernier, une enquête sociale doit encore être menée pour 873 condamnés en interruption de peine. Cette enquête est encore en cours pour 403 personnes et elle est terminée pour 565 autres mais la décision d'accorder la surveillance électronique doit encore être exécutée. La tendance est globalement positive. La situation s'améliore tant pour ce qui est des peines de travail que pour ce qui est de la surveillance électronique. Il convient simplement de continuer à éliminer les maladies de

jeunesse.

L'incident est clos.

La réunion publique est levée à 12 h 43.

De vergadering wordt geopend om 10.16 uur en voorgezeten door mevrouw Sonja Becq.

Voorzitter: Sophie De Wit.

01 Samengevoegde vragen van

- mevrouw Sonja Becq aan de minister van Justitie over "de controle van tolken/vertalers in strafzaken" (nr. 114)

- mevrouw Sonja Becq aan de minister van Justitie over "initiatieven betreffende gerechtsvertalers en tolken" (nr. 115)

01.01 Sonja Becq (CD&V): Elke rechtbank en elk ressort stellen hun eigen lijsten op van diegenen die in strafzaken in aanmerking komen als vertaler-tolk. De selectiecriteria blijken niet altijd even duidelijk en de vraag rijst dus hoe de kwaliteit en de objectieve criteria kunnen worden gegarandeerd. Verder heeft de kwaliteit van de vertaling bij het tolken een eigen specificiteit. Een vertaler-tolk moet altijd letterlijk vertalen, zonder interpretatie, wat niet altijd evident is. De vraag is ook relevant in het licht van een subsidiariteitsadvies.

De Lessius Hogeschool in Antwerpen heeft ter zake een opleiding uitgewerkt en de voorzitter van de rechtbank van Antwerpen heeft gesteld dat hij enkel nog gebruik maakt van tolken en vertalers die een certificaat hebben van deze opleiding.

Hoe verloopt de controle op de tolken en op de correctheid van de vertalingen? Waar kan een verdachte klacht indienen bij vermeende onregelmatigheden in dit verband? Hoe kan hij zulks bewijzen?

Kan er bijvoorbeeld worden gewerkt met video-opnames? Heeft de minister zicht op het financieel plaatje?

Volgens welke gegevens of criteria worden de lijsten samengesteld in de verschillende rechtbanken? Wordt er voor de burgerlijke zaken op dezelfde manier gewerkt? Bestaan er in Vlaanderen of Wallonië nog andere initiatieven naar het voorbeeld van Antwerpen?

01.02 Minister Stefaan De Clerck (Nederlands): De kwaliteitscontrole beperkt zich in veel gevallen tot de eigen vaststellingen van de vorderende magistraat voor de talen die hij of zij machtig is. In enkele arrondissementen werden initiatieven genomen om de kwaliteit van de beëdigde vertalers en tolken te verbeteren en te professionaliseren. In andere arrondissementen werden gelijkaardige initiatieven genomen om de legalisatie van de beëdigde tolken en vertalers te regelen.

Binnen de gerechtelijke diensten en bij andere departementen zoals de Dienst Vreemdelingenzaken, de federale politie en het Commissariaat-generaal voor de Vluchtelingen en de Staatlozen zijn er initiatieven om de kwalitatieve dienstverlening beter te garanderen. Het gaat hier echter wel om initiatieven die losstaan van elkaar.

In de cel Mensenhandel werd een werkgroep opgericht onder leiding van de dienst Strafrechtelijk Beleid om de opgedane ervaring en kennis van verschillende departementen van het gebruik van tolken en vertalers uit te wisselen en praktische aanbevelingen te formuleren. Er moet dringend werk worden gemaakt van het wettelijk statuut. Binnen de administratie wordt werk gemaakt van een ontwerp van wet.

Vorige vrijdag is op de Europese Raad de Europese richtlijn inzake tolken en vertalers definitief goedgekeurd. We moeten nu werk maken van de omzetting. In een regime van lopende zaken is dit een probleem.

Men kan zich tot alle gerechtelijke instanties richten als men een probleem heeft bij de vertaling.

Sinds 4 mei 2009 zijn er 271 zaken behandeld via videoconferentie. Er zijn ook 285 vaststellingen. Er zijn 370 verschillende advocaten die een of meerdere zaken hebben behandeld. De werkwijze zal ook worden toegepast voor nog 160 vaststellingen in 159 zaken. Soms betreft het een tweede zitting. Daaraan deden nog eens 214 advocaten mee. In totaal gaat het om 462 advocaten, die een of meerdere zaken hebben behandeld en/of zullen behandelen via videoconferentie. Op 11 januari 2010 bedroeg het aantal behandelde zaken 98 en nog te behandelen zaken 136. De cijfers tonen aan dat het experiment geslaagd is en dat het op andere locaties mag worden uitgebreid.

Er zullen bijkomende middelen noodzakelijk zijn. De kostprijs voor tolken en vertalers neemt immers toe.

In Antwerpen heeft men een goed systeem uitgewerkt. We moeten dit model ook elders implementeren. Eigenlijk zou men hierover met het College van de zetel moeten overleggen om de verschillende ressorten en rechtbanken op dezelfde lijn te krijgen.

01.03 Sonja Becq (CD&V): Er is een regelgevend kader nodig en Europese ondersteuning is belangrijk.

Omwille van de regering van lopende zaken, is het best dat we een wetsvoorstel ter zake indienen.

01.04 Minister Stefaan De Clerck (Nederlands): Dat is inderdaad nu de verstandigste oplossing. De administratie zal dan nagaan hoe haar werk daarop kan worden geënt.

Het incident is gesloten.

02 Vraag van mevrouw Sonja Becq aan de minister van Justitie over "het raadplegen van het Rijksregister door gerechtsdeurwaarders" (nr. 116)

02.01 Sonja Becq (CD&V): Op welke manier zijn gerechtsdeurwaarders bevoegd om het Rijksregister te raadplegen? Wordt er daarop controle uitgeoefend? Welke kostprijs wordt er voor een raadpleging aangerekend?

02.02 Minister Stefaan De Clerck (Nederlands): Gerechtsdeurwaarders hebben sinds 1 maart 2006 de toestemming gekregen om het Rijksregister te raadplegen om personen te identificeren in de akten die zij moeten opstellen en betekenen.

De wet van 8 augustus 1983 verplicht elke overheid om een beambte voor de gegevensbescherming aan te stellen. Bovendien zijn de gerechtsdeurwaarders ook gehouden aan het beroepsgeheim en moeten zij alle nodige voorzorgen nemen om de veiligheid van de informatie te garanderen. Het sectoraal comité van het Rijksregister houdt toezicht op de naleving van de wet.

Ik denk niet dat er voor een raadpleging betaald moet worden, maar ik ben daarover niet zeker.

Het incident is gesloten.

03 Vraag van de heer Stefaan Van Hecke aan de minister van Justitie over "het onderzoek in het dossier-De Vleeschauwer" (nr. 147)

03.01 Stefaan Van Hecke (Ecolo-Groen!): Het dossier van de moord op rijkswachter Peter De Vleeschauwer wordt momenteel onderzocht door een raadsheer bij het hof van beroep te Gent. Hoeveel speurders werken er aan dit dossier? Zijn er intussen mensen van het onderzoek gehaald? Zijn er garanties dat er voldoende onderzoekers ter beschikking zullen blijven? Heeft de onderzoeksrechter extra ondersteuning gevraagd en gekregen? Bestaan er plannen om de vrijstelling van de magistratuur-onderzoeksrechter als voorzitter van de kamer van inbeschuldigingstelling ongedaan te maken?

03.02 Minister Stefaan De Clerck (Nederlands): Op gerechtelijk vlak zijn actief: een kamervoorzitter-

onderzoeksrechter van het hof van beroep te Gent die deeltijds werkt, een griffier van de kamer van inbeschuldigingstelling van het hof van beroep te Gent, eveneens deeltijds, een griffiebediende en medewerkers van JustScan die instaan voor de digitalisering. Politieel zijn actief: twee operationele speurders van de federale politie te Gent unit Moord, een politiecommissaris en een hoofdinspecteur. Beide laatsten zijn deeltijds bij het onderzoek betrokken. Er zijn ook sporadische tussenkomsten vanwege de lokale politiediensten, de scheepvaartpolitie Antwerpen, de centrale diensten en de federale politie.

Er werken ook twee profilers van de federale politie van Etterbeek deeltijds aan dit dossier, evenals een wisselend aantal voltijdse operationele misdrijfanalisten van de dienst Gerechtelijke Operaties. Door pensionering is er op het niveau van de hoofdcommissaris een wissel doorgevoerd. Aanvankelijk werd de hele Moord-unit ter beschikking gesteld, maar dit aantal werd afgeslankt naar twee operationele speurders. De raadsheer-onderzoeksrechter heeft ook de bijstand gevraagd van een misdrijfanalist te Gent. In deze ondersteuning zal binnen afzienbare tijd worden voorzien. De raadsheer-onderzoeksrechter is met ingang van 1 oktober 2010 opnieuw wekelijks voorzitter van de kamer van inbeschuldigingstelling wegens de pensionering van de vorige Kamervoorzitter.

Het incident is gesloten.

Voorzitter: Stefaan Van Hecke.

04 **Samengevoegde vragen van**

- **de heer Christian Brotcorne aan de minister van Justitie over "de uitvoering van het Masterplan gevangenen" (nr. 151)**

- **mevrouw Sophie De Wit aan de minister van Justitie over "het Masterplan gevangenen" (nr. 426)**

04.01 **Christian Brotcorne** (cdH): Als men ziet wat er zich vandaag allemaal afspeelt in onze gevangenen, dan is het hoog tijd dat het Masterplan voor een gevangenisinfrastructuur in humane omstandigheden ten uitvoer wordt gebracht. Zo kan de rechtspositie van de gedetineerden worden toegepast en kunnen de werkzaamheden van wie zich in die inrichtingen bevindt, beter op elkaar worden afgestemd.

Toen u me het genoegen deed mijn gemeente, waar één van de vier nieuwe gevangenen zal worden gevestigd, te bezoeken, kondigde u aan dat we vanaf eind oktober of begin november opdrachtnemers zouden kunnen aanwijzen.

Hoe staat het met het Masterplan? Kunnen we ervan uitgaan, aangezien het beleid ter zake reeds werd aangevat en gedeeltelijk werd begroot, dat de werkzaamheden zullen worden voortgezet, ondanks het feit dat we in een periode van lopende zaken zitten?

Voorzitter: Sonja Becq.

04.02 **Sophie De Wit** (N-VA): Belangrijke aspecten in het Masterplan 2008-2012 zijn de geloofwaardigheid van de strafuitvoering en de verbetering van de leefomstandigheden in de gevangenen. In welke mate heeft de regering in lopende zaken nog invloed op de uitvoering van het Masterplan? Werden de deadlines die al verstreken zijn, gehaald of werd er een nieuwe timing opgesteld? Hoe verloopt de samenwerking tussen de FOD Justitie en de Regie der Gebouwen? Is het budget toereikend? Wat is de stand van zaken betreffende mogelijke alternatieve financieringstechnieken?

04.03 Minister **Stefaan De Clerck** (*Frans*): Ook al hebben we te maken met een regering van lopende zaken, we kunnen blijven voortwerken aan het Masterplan, aangezien het door de ministerraad werd goedgekeurd.

Indien er problemen rijzen zou het dossier opnieuw aan de ministerraad kunnen worden overgelegd.

De procedure voor de bouw van de eerste vier gevangenen is reeds gestart. De dossiers die eind mei werden ingediend, werden tijdens de maanden juni, juli en augustus beoordeeld door een professionele jury. In september werden de dossiers in het kader van die procedure gerangschikt en werden er twee tot drie groepen voor elke gevangenis geselecteerd.

Deze vier gevangenen zullen dus, zoals gepland, in 2013 in gebruik worden genomen.

Het dossier van Brussel wordt nog steeds bestudeerd.

Het bestek voor een uitgebreidere mobiliteitsstudie waarop Brussel en Machelen hadden aangedrongen, werd goedgekeurd door de ministerraad.

(Nederlands) Wat de situatie in Brussel betreft, hebben we de mobiliteitsstudie voor Haren gepubliceerd. Het probleem in Vorst is te wijten aan het feit dat de werken die twee jaar geleden werden afgesproken met de Regie der Gebouwen, niet zijn uitgevoerd, waardoor wij wellicht vleugel B moeten sluiten. We gaan verder met de nieuwe gevangenis en hopen op basis van de studies de gronden in Haren definitief te verwerven.

Voor Gent blijft de timing van midden 2013 gelden. Antwerpen wordt voorlopig besproken met de Vlaamse bouwmeester, waarna de aanvraag tot bouwvergunning onmiddellijk kan worden ingediend. In Antwerpen en Merksplas wordt de tweede fase opgestart. In het dossier-Sambreville worden er gesprekken gevoerd met de minister-president van de Waalse regering.

(Frans) Wij hebben in juli de bouwvergunning voor Achène ontvangen. We zullen vóór het einde van het jaar een studiebureau aanstellen. De werkzaamheden zouden tegen het einde van 2013 afgerond moeten zijn.

Wij plannen een renovatie, alsook een uitbreiding van de bestaande sites.

De samenwerking tussen Justitie en de Regie der Gebouwen verloopt goed, behoudens enkele uitzonderingen.

Wat het budget betreft, herhaal ik dat het om een publiek-private samenwerking gaat.

(Nederlands) Het betreft hier een pps waarbij de financiering start bij de oplevering van de gebouwen. De nieuwbouwprojecten staan nu niet in de begroting. Dat moet worden voorzien gedurende 25 jaar vanaf het ogenblik waarop de gebouwen ter beschikking worden gesteld, dus vanaf 2013. Alles verloopt volgens schema. Het betreft hier vroegere beslissingen. Mochten er zich problemen voordoen, dan moet de regering bekijken in welke mate zij binnen de lopende zaken beslissingen kan nemen.

04.04 Christian Brotcorne (cdH): Gelet op de omvang van het plan viel te vrezen dat de periode van lopende zaken een en ander in de war zou sturen. Zo te horen is dat niet het geval.

U zegt dat er geen problemen zijn voor de opmaak van de volgende begroting, want dat de uitgaven die voortvloeien uit de uitvoering van het Masterplan pas vanaf 2013 in de begroting zullen moeten worden geboekt. De verbetering van de situatie van de gedetineerden en van degenen die in de strafinrichtingen werken is geen overbodige luxe!

04.05 Sophie De Wit (N-VA): Het verheugt mij dat we op schema zitten, op een paar uitzonderingen na misschien. Het probleem in Vorst toont aan dat er op moet worden toegezien dat de afspraak met de Regie der Gebouwen strikt moet worden nageleefd.

Ik kijk uit naar de cijfers over de pps, waarmee we het budget hopelijk onder controle kunnen houden.

Het incident is gesloten.

05 Vraag van de heer Raf Terwingen aan de minister van Justitie over "de verkoop van onklaar gemaakte wapens" (nr. 182)

05.01 Raf Terwingen (CD&V): Volgens de wapenwet ingeleverde wapens die onklaar werden gemaakt, mogen daarna opnieuw verkocht worden, maar dan alleen maar voor verzameldoelinden. Onlang werd in Sint-Pieters-Leeuw echter een arsenaal ontdekt van onklaar gemaakte wapens die opnieuw gebruiksklaar waren gemaakt. Blijkbaar is de procedure voor het onklaar maken van wapens niet waterdicht. Hoe verloopt de controle hierop?

05.02 Minister **Stefaan De Clerck** (*Nederlands*): De bijlage bij het KB van 20 september 1991 beschrijft voor elk type wapen de procedure voor het onklaar maken. Essentiële onderdelen worden daarbij vervormd of kapotgemaakt. Elk geneutraliseerd wapen krijgt een merkteken van de proefbank in Luik.

Dat wapens opnieuw gebruiksklaar kunnen worden gemaakt, kan erop wijzen dat de technische procedure niet volledig sluitend is of dat er gefraudeerd is met het keurmerk. Om hieruit beleidsmatige conclusies te trekken, moeten wij het verder onderzoek afwachten.

De proefbank en mijn diensten zijn het er wel over eens dat een keurmerk niet volstaat en dat bij elk wapen een attest van de proefbank moet worden geleverd.

Over de neutraliseringstechniek is een eenvormige Europese normering in voorbereiding.

Het incident is gesloten.

Voorzitter: Christian Brotcorne.

06 **Vraag van de heer Bert Schoofs aan de minister van Justitie over "de recente drugscontrole aan de gevangenis van Hasselt" (nr. 183)**

06.01 **Bert Schoofs** (VB): Op 6 oktober 2010 voerde de politie een drugscontrole uit in de gevangenis van Hasselt. Hoeveel personen werden gecontroleerd? Hoeveel waren er in het bezit van drugs en over welke drugs ging het? Werden er aanhoudingen verricht? Hoeveel controles vonden plaats in 2008, 2009 en 2010 in Hasselt? Wordt de directie hiervan vooraf verwittigd en wordt met haar overlegd?

06.02 Minister **Stefaan De Clerck** (*Nederlands*): Er werden 162 personen gecontroleerd en acht waren in het bezit van cannabis. Er werden geen aanhoudingen verricht. Die controles zijn opgenomen in een protocolakkoord tussen parket, politie en gevangenisdirecties. In 2008 waren er een dertigtal controles. Het accent ligt op preventie, namelijk voorkomen dat er drugs worden binnengebracht. Het zijn dan ook vooral bezoekers en gedetineerden die uit verlof terugkomen die worden gecontroleerd. Af en toe wordt ook een sectie binnen de gevangenis gecontroleerd. De directie wordt uiteraard op voorhand geïnformeerd. De acties gebeuren immers in overleg.

Het incident is gesloten.

07 **Vraag van mevrouw Juliette Boulet aan de minister van Justitie over "de brand in 'Les Mésanges' in Bergen" (nr. 145)**

07.01 **Juliette Boulet** (Ecolo-Groen!): Het is intussen al zeven jaar geleden dat deze brand zich voordeed, het proces blijft aanslepen en de belangenvereniging van de slachtoffers schuwt harde uitspraken niet langer.

Vanwaar al die vertraging in het gerechtelijk proces en wat is de timing voor de volgende stappen?

Is dit een gemiddelde wachttijd voor dit soort processen?

07.02 Minister **Stefaan De Clerck** (*Frans*): Ik verwijs naar de antwoorden die ik vroeger al gaf in dit verband.

Het onderzoek bestaat uit twee delen. De onderzoeksmagistraat probeerde eerst de aard van de brand te achterhalen en de dader te identificeren. Er werd op 24 juni 2005 een aanhoudingsbevel uitgevaardigd tegen een verdachte, maar de kamer van inbeschuldigingstelling van Bergen was van oordeel dat er geen ernstige aanwijzingen van schuld tegen die persoon bestonden.

In tweede instantie werd de onderzoeksmagistraat gelast een onderzoek naar doodslag of onopzettelijke slagen en verwondingen in te stellen. Hij heeft de werking van de sociale huisvestingsmaatschappij en haar organen onder de loep genomen, wat tal van onderzoeksdaaden heeft gevegd! Op 8 augustus 2007 werd het dossier overgezonden aan de procureur des Konings. Na onderzoek stelde het openbaar ministerie vast dat er meerdere problemen bleven bestaan.

Een ander onderzoek, dat werd ingesteld naar aanleiding van een klacht met burgerlijke partijstelling wegens verduistering die door de heer Pollet, gewezen commissaris van de Waalse regering bij die sociale huisvestingsmaatschappij, werd ingediend, zou opheldering verschaffen. Op 20 april 2009 volgde een eis tot onttrekking van het dossier aan de onderzoeksmagistraat, ten gunste van het parket-generaal van Bergen, dat als enige bevoegd wordt geacht in dit dossier.

Op 26 juni 2009 velde de raadkamer van de rechtbank van eerste aanleg te Bergen een beschikking tot onttrekking. De procureur-generaal van Bergen heeft me meegedeeld dat hij tijdens de eerste week van november 2010 zijn vordering zal indienen.

07.03 Juliette Boulet (Ecolo-Groen!): Het gaat hier om kansarme mensen die diep geschokt zijn. Hoe minder informatie zij krijgen, hoe meer zij de indruk krijgen dat de politiek niet wil dat het gebrekkige beheer van de huisvestingsmaatschappij aan het licht komt.

Zij werden zowel door uw voorganger als door mevrouw Onkelinx ontvangen. Er werden grote beloften gedaan, maar daar is verder niets van in huis gekomen. Zij dreigen ermee in hongerstaking te gaan en ik wil niet dat zij tot dergelijke extreme beslissingen worden gebracht.

Het incident is gesloten.

08 Samengevoegde vragen van

- de heer Bert Schoofs aan de minister van Justitie over "een meldpunt over slechte rechters" (nr. 374)
- mevrouw Sophie De Wit aan de minister van Justitie over "de resultaten van de enquête en het justitierapport van de Orde van Vlaamse Balies" (nr. 421)

08.01 Bert Schoofs (VB): In het justitierapport van de Vlaamse balies staat dat de advocaten positief staan tegenover de oprichting van een meldpunt over slechte rechters.

Wat vindt de minister van dat idee? Werd er reeds multilateraal overleg gepleegd?

08.02 Sophie De Wit (N-VA): Een pijnlijke vaststelling in het rapport is dat de rechtspraak in België een beetje een loterij aan het worden is. Er is sprake van systematische misbruiken en het negeren van rechtsregels. De Orde van Vlaamse Balies wil een meldpunt waar men probleemgevallen kan aankaarten.

Problematisch is bovendien dat rechters zich heel gemakkelijk laten leiden door experts, waardoor de bevoegdheid enigszins op de experts wordt afgewenteld. Er is de archaïsche manier van communiceren en er wordt ook gewezen op de strikte kantooruren.

De Orde formuleert een aantal aanbevelingen, die niet zozeer veel geld kosten, maar vooral goede wil vragen. Welke conclusies trekt de minister uit dit rapport? Bestaan er gelijkaardige problemen bij de Waalse balies?

08.03 Minister Stefaan De Clerck (Nederlands): De Orde van Vlaamse Balies heeft mij op 14 oktober haar justitierapport bezorgd. Ik heb geen weet van een gelijkaardig initiatief vanwege de Ordre des Barreaux francophones et germanophone. Ik weet ook niet of de resultaten van de bevraging door de Vlaamse Orde met de Franstalige evenknie werden afgetoetst.

Er worden zeven actiepunten vermeld. Het rapport is nogmaals een bevestiging van het feit dat de modernisering van Justitie een zaak van iedereen is. Hier is echter weer een probleem voor de regering van lopende zaken. Ik heb een oriëntatienota opgesteld, we hebben gedebatteerd en tal van voorstellen geformuleerd. Voor het project van de werklasmeting bij de hoven en rechtbanken is er een eerste protocol van 4 juni 2008 en een tweede protocol van 25 juni 2010. Dit laatste bestaat uit een gedeelte werklasmeting en een gedeelte statistiek. Er is gekozen voor een stapsgewijze en modulaire invoering van de werklasmeting. Daartoe moet de vaste vergadering mij tegen eind 2010 een inventaris bezorgen, op basis waarvan een verdere kalender wordt afgesproken.

De werklasmeting vereist natuurlijk ook nieuwe wetgeving om de aanvullende kamers van de hoven van beroep tegen januari 2011 aan te passen.

Wat de aanpak van inefficiëntie, eigenzinnigheid en lokale machtscentra betreft, moeten wij inderdaad het gerechtelijk landschap hertekenen. Zo hebben wij het in een nota over veel meer mobiliteit bij magistraten, iets wat ook de Orde vraagt. De archaïsche en technisch gedateerde omkadering, de moderne griffies, bredere vaardigheidsontwikkelingen...dat zijn allemaal gekende punten.

Wat het meldpunt betreft voor magistraten/probleemgevallen, heeft de Kamer hard gewerkt aan een wetsvoorstel tot hervorming van de procedure van klachtenbehandeling bij de Hoge Raad voor Justitie. Ook de herziening van het tuchtrecht voor magistraten is eigenlijk klaar en wacht op verdere behandeling. Dit tuchtrecht biedt de mogelijkheid in te grijpen bij problemen met magistraten. Ik ben niet zo een voorstander van de invoering van een meldpunt *an sich*. De voorzitters moeten hun verantwoordelijkheid opnemen als er in hun korps een magistraat slecht functioneert. Ik vind dat tot dusver de voorzitters veel te weinig initiatief hebben getoond om de probleemdossiers aan te pakken.

Los van die verantwoordelijkheid is er dus ook de rol van de Hoge Raad als bijkomend middel en, in de toekomst, het nieuwe tuchtrecht. Met ons werk inzake de hervorming van het gerechtelijk landschap, het tuchtrecht en de versterking van de Hoge Raad hebben we de meeste vragen van de Orde van Vlaamse Balies eigenlijk al beantwoord. Helaas konden deze punten door de recente politieke ontwikkelingen onvoldoende worden aangepakt.

08.04 Bert Schoofs (VB): Kunnen we inzage krijgen in het protocol inzake de werklasmeting van 25 juni 2010?

Ik was verbaasd over dat voorstel van de Orde van Vlaamse Balies. Er waren immers toch al bepaalde afspraken gemaakt.

08.05 Sophie De Wit (N-VA): Ik heb veel begrip voor het standpunt van de minister over het meldpunt.

Het incident is gesloten.

09 Vraag van mevrouw Karin Temmerman aan de minister van Justitie over "de aanbesteding voor de uitbating van het forensisch psychiatrisch centrum in Gent" (nr. 207)

09.01 Karin Temmerman (sp.a): In Gent komt er een forensisch psychiatrisch centrum. Wat is de planning, zowel voor de bouw van het centrum als voor de uitbating ervan? Wie brengt ter zake advies uit?

09.02 Minister Stefaan De Clerck (Nederlands): Het lastenboek werd gepubliceerd op 1 oktober 2010. Het is de bedoeling om de aanbesteding half december 2010 te doen en met de werken te starten in de lente van 2011. De eerder meegedeelde timing, 2013, blijft behouden.

Het volledige proces gebeurt in samenspraak met de Regie en Justitie. Op 1 juni 2007 werd er een document getekend waarbij de vzw Platform Forensisch Psychiatrisch Centrum Gent als gesprekspartner werd erkend. Deze vzw heeft gedurende het hele ontwerpproces advies verleend aan zowel de Regie als aan het ontwerpteam dat de plannen van het centrum heeft getekend. Ik kan u verzekeren dat het ontwerp beantwoordt aan alle normen van een ziekenhuis. De private uitbater moet nog worden aangesteld. Het aanbestedingsdossier werd aan de minister van Volksgezondheid voorgelegd. Het zal immers als ziekenhuis gefinancierd worden en budgettair door Volksgezondheid opgevolgd worden, in samenwerking met Justitie. Ik heb mijn collega van Volksgezondheid voorgesteld om zo spoedig mogelijk daarover overeenstemming te bereiken.

Zodra het document door beide ministers is goedgekeurd, kan de oproep worden gepubliceerd, zodat het dossier zo snel mogelijk bij het reeds gelanceerde bouwdoossier aansluit.

Het incident is gesloten.

10 Samengevoegde vragen van

- de heer David Geerts aan de staatssecretaris voor Mobiliteit, toegevoegd aan de Eerste Minister, over "het niet innen van verkeersboetes naar aanleiding van lichte overtredingen" (nr. 238)
- mevrouw Karin Temmerman aan de minister van Justitie over "het seponeren van lichte snelheidsovertredingen" (nr. 262)
- mevrouw Carina Van Cauter aan de minister van Justitie over "het onbestraft laten van lichte verkeersovertredingen" (nr. 318)
- mevrouw Sophie De Wit aan de minister van Justitie over "de seponering van lichte verkeersovertredingen" (nr. 354)
- de heer Bert Schoofs aan de minister van Justitie over "de groeiende straffeloosheid inzake de verkeersinbreuken" (nr. 373)

10.01 Karin Temmerman (sp.a): De Antwerpse procureur des Konings is van plan om lichte snelheidsovertredingen in de toekomst te seponeren. Dat is een kaakslag voor gemeenten die investeren om zones 30 in te richten. Verkeersonveiligheid is een van de grootste doodsoorzaken in dit land, zeker voor de zwakke weggebruiker. Er zouden andere manieren moeten zijn om deze overtredingen te beteugelen. De bewijslast zou moeten liggen bij de overtreder, niet bij Justitie. Wij denken ook aan gemeentelijke administratieve sancties en aan onmiddellijke inningen door zelfstandige agentschappen.

Kan de minister de precieze afhandeling van deze lichte verkeersovertredingen toelichten? Gaat de minister akkoord met de invoering van de onmiddellijke inning? Zijn er contacten met de staatssecretaris van Mobiliteit? Zijn er mogelijkheden om dit onder te brengen in bijvoorbeeld een wet inzake gemeentelijke administratieve sancties (GAS-wet)? Kunnen we van deze lichte overtredingen overtredingen van de derde graad maken? Is er een mogelijkheid tot verlenging van de verjaringstermijn? Zijn er andere mogelijkheden om de parketten te ontlasten?

10.02 Sophie De Wit (N-VA): Ook de parketten van Brussel, Hasselt en Dendermonde hebben laten weten dat zij te veel werk hebben, maar dat zij voorlopig niet overgaan tot zulke drastische maatregelen als in Antwerpen. Hoe beoordeelt de minister de situatie? Er bestaat momenteel een grote discrepantie tussen mensen die de boete onmiddellijk en correct betalen, en wie nalatig is of de boete betwist. Deze laatsten worden immers niet vervolgd en worden vrijgesteld van betaling. Het parket van Gent stelt een verlaging van het bedrag voor als oplossing. In Nederland werkt men via een incassobureau. De overtredingen worden daar puur administratief afgehandeld.

Ook over de onmiddellijke inning en het voeren van een gerechtelijke procedure nadien, had ik graag de mening van de minister gehoord. In welke mate zal dat stroken met de ideeën in zijn strafuitvoeringsnota? Hebben de Waalse parketten een gelijkaardig probleem?

10.03 Bert Schoofs (VB): Discrepantie tussen de verschillende parketten moet absoluut vermeden worden. Wat zeggen de procureurs-generaal hierover?

10.04 Minister Stefaan De Clerck (Nederlands): In 2009 stelde de Antwerpse politie 492.870 onmiddellijke inningen (OI's) voor. Dat is 15 procent van de OI's in ons land. Als een onmiddellijke inning niet wordt betaald, dan maakt de politie het pv over aan het parket. Dat geldt ook voor overtredingen waarvoor de politie geen OI's mag voorstellen.

In 2009 ontving het Antwerpse parket 111.000 dossiers betreffende overtredingen op de wegcode. Dit jaar wordt verwacht dat de kaap van 130.000 wordt overschreden. Daarnaast worden uiteraard ook de klassieke dossiers inzake aanrijdingen, andere inbreuken op de verkeerswet en dossiers die vallen onder de bevoegdheid van de politierechtbank, bezorgd.

Voor elke niet-betaalde OI of voor elk ander dossier wordt een verval van strafvordering door betaling van een geldboete (VSBG) opgelegd door het parket, die tien euro duurder is dan de OI. Ongeveer 75 procent van de VSBG's wordt betaald, maar dat percentage zakt elk jaar.

Het aantal niet-betaalde VSBG's stijgt dus jaar na jaar, waardoor de zittingcapaciteit niet meer volstaat om ze te behandelen. Op het parket werken 240 personeelsleden, 55 parketmagistraten en 20 juristen. Hiervan

worden 60 personeelsleden en 5 magistraten voor de afdeling Verkeer ingezet. Dit is ongeveer 8 procent van het juridisch contingent. Voor de politie is dat ongeveer 7 procent van de politiediensten. Er is dus in verhouding meer inzet van de gerechtelijke diensten dan van de politiediensten.

Het Antwerpse parket communiceert open en eerlijk en geeft elk kwartaal feedback aan de politiediensten. De toevloed aan pv's geraakt niet meer verwerkt. Om verjaring te voorkomen werd beslist om kleinere overtredingen niet meer te vervolgen, met uitzondering van pv's die voortspruiten uit bijzondere acties rond verkeersveiligheid.

De procureur des Konings te Antwerpen stelt voor om het probleem op te lossen via de VSBG, met omkering van het procesinitiatief. Dat is ook mijn voorstel en ik heb het in mijn strafuitvoeringsnota, die we in de vorige regeerperiode bespraken, opgenomen. Justitie moet via efficiëntere werkprocessen meer werk kunnen verzetten met minder mensen. De VSBG is zo'n werkproces. Het komt erop neer dat het parket via de ontvanger der penale boetes niet-betaalde minnelijke schikkingen onmiddellijk kan uitvoeren. Als de burger niet akkoord gaat, dan kan hij uiteraard de zaak voor de rechtbank brengen. De teksten liggen klaar om dit in de wetgeving te introduceren, maar in de regering van lopende zaken is het item niet naar voren gebracht.

Er wordt ook overlegd met mijn collega van Mobiliteit en er is een werkgroep waar wordt gesproken over de aanpassing van de verkeerswet.

Bij lichte overtredingen zijn het enkel de niet-betaalde minnelijke schikkingen die voor de politierechtbank komen. Voor zware overtredingen wordt automatisch gedagvaard in overleg met de politiediensten. De selectie gebeurt op basis van de impact op de verkeersveiligheid en gebeurt dus niet blind. Aan speciale politieacties wordt altijd gevolg gegeven. Tevens worden er maatregelen genomen om te voorkomen dat inbreuken met een grote impact op de verkeersveiligheid zouden verjaren.

Als ik de aantallen zie, heb ik er begrip voor dat er overlegd wordt met de politiediensten en dat er prioriteiten worden vastgelegd. Ik heb enkel cijfers van het Antwerpse parket. Ik kan de andere parketten ook om cijfers vragen. Het Antwerpse parket behandelt echter 15 procent van alle zaken in ons land en dat is veel. Ik heb dus begrip voor het managementaspect en steun de gelanceerde voorstellen. Deze voorstellen staan ook in de strafuitvoeringsnota. We bekijken nu het Nederlandse model van de administratiefrechtelijke afhandeling, waarbij elke burger die niet akkoord gaat, kan eisen dat zijn zaak voor de rechtbank wordt gebracht. Ik hoop dat het Parlement initiatieven neemt.

10.05 Karin Temmerman (sp.a): Ik zou graag de cijfers voor Gent krijgen. Ook lichte overtredingen kunnen doden veroorzaken en kunnen niet zomaar worden geseponeerd. Iemand die reglementair geparkeerd stond, maar zijn parkeergeld niet betaalde, krijgt een retributie en bij niet-betaling komt er een deurwaarder, terwijl iemand die op een zebrapad of fietspad staat er vanaf kan komen.

10.06 Minister Stefaan De Clerck (Nederlands): Iemand die op een fietspad of zebrapad parkeert, valt niet onder de lichte overtredingen. Er wordt alleen een soort van selectie gemaakt in de geautomatiseerde gevallen, in overleg met de politie. De procureur des Konings kan zelf bepalen hoe hij dat doet.

10.07 Karin Temmerman (sp.a): Dat is een geruststelling. Wij zullen zeker initiatieven nemen.

10.08 Sophie De Wit (N-VA): Momenteel betaalt 75 procent zijn of haar boete, maar dat aantal daalt. Ik apprecieer de eerlijke communicatie in Antwerpen, maar ik vrees dat dit mensen kan aanzetten om niet te betalen. Er moeten dus maatregelen genomen worden. Alle parketten zouden een gelijkaardig beleid moeten voeren.

10.09 Minister Stefaan De Clerck (Nederlands): Dat punt wordt besproken op een volgende vergadering van het College van procureurs-generaal. Elke procureur heeft een zekere vrijheid, maar we moeten er toch ook voor zorgen dat er niet à la carte wordt gewerkt. Er moet een zekere coherentie zijn.

10.10 Bert Schoofs (VB): Wij zijn voorstander van bestraffing van alle strafbare feiten. Er moet echter een

verschil blijven tussen de principes van het strafrecht en die van het burgerlijk recht. Iemand die een lichte overtreding met zware gevolgen begaat, heeft nog altijd recht op verdediging. We mogen de bewijslast niet omkeren, ook niet als er zware gevolgen zijn. Wij staan positief tegenover het incassobureau en de administratieve afhandeling, maar dan voor lichte overtredingen, wat ook de gevolgen mogen zijn.

Het incident is gesloten.

11 Samengevoegde vragen van

- de heer **Christian Brotcorne** aan de minister van Justitie over "het ernstige personeelstekort bij de rechtbanken in Charleroi en Bergen" (nr. 157)
- mevrouw **Marie-Christine Marghem** aan de minister van Justitie over "de noodkreet van de rechtbanken van het arrondissement Charleroi met betrekking tot het magistratentekort" (nr. 429)

11.01 Christian Brotcorne (cdH): De voorzitter van de rechtbank van eerste aanleg, de procureur des Konings en de stafhouder van de balie te Charleroi hebben, daarin gevolgd door de voorzitter van de rechtbank van eerste aanleg te Bergen, de aandacht gevestigd op de zorgwekkende situatie van het gerechtelijk apparaat in hun respectieve arrondissementen.

Ondanks het stijgend aantal rechtszaken en hun toenemende complexiteit wordt de formatie van de magistraten niet uitgebreid. De gerechtelijke achterstand in het rechtsgebied van het hof van beroep van Henegouwen blijft, ondanks de inschakeling van toegevoegde rechters, verontrustende proporties aannemen.

Welke maatregelen zal u nemen om het werk van deze rechtbanken in de mate van het mogelijke te verlichten?

11.02 Marie-Christine Marghem (MR): Ik kan me volledig aansluiten bij de inleiding van collega Brotcorne. Wegens de bijzondere situatie bij de rechtbank van eerste aanleg van Charleroi moest de personeelsformatie er worden uitgebreid. Onder meer de HRJ kwam tot deze conclusie. Er werden echter drie toegevoegde rechters weggehaald en aan de rechtbank in Bergen toegewezen.

Volgens de HRJ zijn er 48 rechters nodig om de normale werking van de rechtbank van eerste aanleg te verzekeren. In de praktijk moet de rechtbank het met 39 rechters stellen. De gewone burgerrechtelijke dossiers worden met één jaar uitgesteld, de strafrechtelijke met zes maanden. Het verschil tussen het nationale gemiddelde, 120 dagen in 2007 en 114 vandaag, en het gemiddelde bij de rechtbank van eerste aanleg van Charleroi, 161 dagen, wordt steeds groter.

Waarom wordt er niet aan de aanwijzing van nieuwe toegevoegde rechters gedacht? Bent u van plan de personeelsformatie af te stemmen op de ramingen van de HRJ?

Welke structurele oplossingen ziet u voor het personeelsgebrek?

Hoe staat het met uw grote plannen inzake de meting van de werklust en de modernisering van de rechtbanken?

11.03 Minister Stefaan De Clerck (Frans): De moeilijkheid hier heeft hoofdzakelijk te maken met de verdeling van de toegevoegde rechters over de drie rechtbanken van eerste aanleg in het rechtsgebied van het hof van beroep te Bergen. Het gaat om een bevoegdheid van de eerste voorzitter van het hof van beroep te Bergen, die mij te kennen gaf dat de situatie hem niet bijzonder zorgwekkend leek. De procureur-generaal is genuanceerder. Hij vindt dat hij in globo op het niveau van het rechtsgebied over voldoende personeel en materiële middelen beschikt, maar ze moeten billijk worden verdeeld en rendabeler gemaakt worden.

Volgens de statistieken van het College van procureurs-generaal was Charleroi tot in 2009 een van de meest performante arrondissementen, terwijl de doorlooptijd van de onderzoeken in Bergen het langst is van het hele land. Het was volgens de procureur-generaal dan ook normaal om dat arrondissement meer middelen te geven.

De eerste voorzitter is van oordeel dat de toewijzing moet gebeuren in het licht van de globale activiteit van het rechtsgebied en hij gaat met name uit van werkingsverslagen die door de algemene vergaderingen werden goedgekeurd.

Ik herinner eraan dat de huidige formatie in Charleroi 40 rechters omvat en dat er geen vacante ambten zijn; in Bergen omdat de formatie 26 rechters en is er één ambt vacant; in Doornik omvat de formatie 16 rechters en is er één ambt vacant. Sinds 1 september is er één ambt van toegevoegd rechter bij het hof van beroep te Bergen vacant.

De eerste voorzitter heeft de toegevoegde rechters zo verdeeld dat er in elk gerechtelijk arrondissement hetzelfde aantal rechters per inwoner is: twee toegevoegde rechters in Charleroi, acht in Bergen en drie in Doornik.

De Commissie voor de Modernisering van de Rechterlijke Orde had geen kritiek op deze criteria.

De vacante betrekkingen worden elke maand bekendgemaakt.

11.04 Christian Brotcorne (cdH): Het is wat gemakkelijk om de verdeling van de magistraten aan de eerste voorzitter over te laten, terwijl men weet dat de formaties waarschijnlijk niet toereikend zijn. Mijns inziens zouden er nieuwe vacatures moeten komen.

Het Gerechtelijk Wetboek bepaalt dat de eerste voorzitter de toegevoegde magistraten op grond van de noden van de dienst verdeelt. Daarbij kunnen diverse criteria in aanmerking worden genomen. Het is de wijze waarop die aantallen worden berekend, die vatbaar is voor verbetering.

11.05 Marie-Christine Marghem (MR): Het verbaast me dat de formatie voor Charleroi op 40 en niet op 46 is vastgesteld.

11.06 Minister Stefaan De Clerck (Frans): Dat is het verschil tussen de vaste personeelsformatie en de toegevoegde rechters. In Charleroi zijn er 40 plus vier, terwijl er in Bergen 26 zijn in de wettelijke formatie.

11.07 Marie-Christine Marghem (MR): De verdeling houdt verband met de werklastmeting en met de methode die wordt gekozen om de noden van de afzonderlijke rechtbanken te objectiveren. In Charleroi heeft de zware stadscriminaliteit een gerichte uitbreiding van het aantal magistraten noodzakelijk gemaakt. Daarnaast zijn er een aantal politiek-gerechtelijke dossiers die een bijkomende werklast meebrengen. Daardoor kan de rechtbank van eerste aanleg van Charleroi haar vonnissen niet binnen een redelijke termijn vellen.

Ik heb niet het gevoel dat de methode die gekozen werd om de werklast van de rechtbanken te meten, daadwerkelijk aanvaard werd, noch dat ze echt wetenschappelijk onderbouwd is. Ze is kennelijk gebaseerd op interviews met magistraten. We zullen toch ooit uit de impasse moeten geraken en ermee ophouden de verantwoordelijkheid naar elkaar te blijven doorschuiven. We zouden een wetenschappelijk beter onderbouwde methode moeten trachten te vinden om de werkdruk te meten en een gepast aantal rechters aan elke rechtbank toe te wijzen.

11.08 Minister Stefaan De Clerck (Frans): U kent het dossier niet!

11.09 Marie-Christine Marghem (MR): Ik luister.

11.10 Minister Stefaan De Clerck (Frans): Het probleem deed zich voor in de hoven van beroep te Bergen en te Antwerpen, die het eerste protocol voor de werklastmeting onaanvaardbaar achtten. Om te voldoen aan hun eis en om vooruit te komen, heb ik een nieuw protocol voorgesteld. Als gevolg van deze discussie, die alleen nog betrekking heeft op het hof van beroep te Bergen, zijn we niet in staat om het project te voltooien. De werklast moet echter worden vastgelegd voor alle rechtbanken. Om tegemoet te komen aan de opmerkingen van Bergen heb ik aanvaard dat er een aanvullende analyse zou worden uitgevoerd. De evaluatiemethode was niettemin gebaseerd op een wetenschappelijke benadering en een academische studie. Ik heb gevraagd dat er opnieuw zou worden nagegaan of de methode die voor Bergen wordt gebruikt, wel degelijk aanvaardbaar is.

De in januari genomen beslissing om de werkzaamheden van de aanvullende kamers van de hoven van

beroep te verlengen, houdt verband met de werklast. Op een gegeven moment zal men echter een methode moeten aanvaarden, want anders zal men het debat steeds opnieuw moeten voeren zonder dat er in dit land ooit een akkoord zal worden gevonden.

11.11 Marie-Christine Marghem (MR): Van wanneer dateert dat protocol?

11.12 Minister Stefaan De Clerck (Frans): Van juni. Ik heb naar aanleiding van alle opmerkingen een tweede protocol uitgewerkt. Ik hoop eindelijk de methode te kunnen vastleggen en over een instrument te kunnen beschikken voor de werklastmeting in alle rechtbanken. We wachten nog op de resultaten voor Antwerpen en Bergen, opdat we een instrument zouden hebben dat in alle rechtbanken kan worden gebruikt. Als we Bergen niet meekrijgen, zullen we op nationaal niveau nooit vooruitgang kunnen boeken!

11.13 Marie-Christine Marghem (MR): Mag ik u verzoeken mij dat protocol, waarvan ik niet wist dat het bestond, te bezorgen?

Het incident is gesloten.

12 Samengevoegde vragen van

- de heer Christian Brotcorne aan de minister van Justitie over "de staking van de cipers van de gevangenis te Doornik" (nr. 271)
- de heer Franco Seminara aan de minister van Justitie over "de problemen veroorzaakt door de overbevolking in de gevangenis te Doornik" (nr. 310)
- de heer Ronny Balcaen aan de minister van Justitie over "het resultaat van de onderhandelingen over de gevangenis van Doornik" (nr. 355)
- mevrouw Marie-Christine Marghem aan de minister van Justitie over "de staking in de gevangenis van Doornik" (nr. 381)
- de heer Éric Jadot aan de minister van Justitie over "de sociale acties van het personeel van de penitentiaire inrichtingen van Doornik, Bergen en Nijvel" (nr. 436)

12.01 Christian Brotcorne (cdH): De staking in de gevangenis van Doornik is ondertussen beëindigd, maar er doen zich alweer problemen voor in de strafinrichtingen.

De situatie in gevangenissen waar onaangekondigde stakingen uitbreken en de politie dus moet worden ingeschakeld, doet eens te meer de vraag rijzen betreffende de minimale dienstverlening in de gevangenissen. Bent u van plan om maatregelen uit te vaardigen om dit steeds weerkerend probleem te verhelpen?

12.02 Franco Seminara (PS): De recente werkonderbrekingen in Doornik, Nijvel en elders in het land stelden de uiterst moeilijke arbeidsomstandigheden van het gevangenispersoneel in het licht. Dit personeel stelt dan ook herhaaldelijk het personeelstekort aan de kaak, in een context van overbevolkte gevangenissen.

Teneinde die toestand te verhelpen, heeft de regering in 2008 een Masterplan goedgekeurd dat voorziet in 2.552 nieuwe plaatsen tegen 2012 en in de bouw van zeven nieuwe gevangenissen tegen 2015.

Het volstaat echter niet om alleen de gevangenscapaciteit in ons land uit te breiden. We moeten het fenomeen van de overbevolking structureel onder controle zien te krijgen. Een globale aanpak, waarbij alle actoren worden betrokken, is noodzakelijk.

Wat staat er in het akkoord dat uw kabinet met de Doornikse gevangenisdirectie heeft gesloten?

12.03 Marie-Christine Marghem (MR): Kan u een stand van zaken geven van het aantal cipers en van het aantal gedetineerden in verhouding tot het aantal plaatsen? Wordt er nagedacht over die ratio?

Waarom kunnen er geen cipers in dienst worden genomen? Enkele maanden geleden zijn de selectieprocedures bij Selor nochtans van start gegaan en blijktbaar waren die aanwervingen vanuit budgettair oogpunt perfect mogelijk.

Hoeveel lokale en federale politiemensen werden er ingezet om de veiligheid in de Doornikse gevangenis te verzekeren?

Welke maatregelen werden er al genomen om wilde stakingen in de strafinrichtingen te voorkomen? Er werd op 6 oktober een protocol ondertekend met de vakbonden. Wat is de draagwijdte ervan? Wat is de inhoud van het akkoord dat achteraf werd gesloten om een eind te maken aan de staking in de gevangenis van Doornik?

12.04 Minister **Stefaan De Clerck** (*Frans*): We hadden afgelopen zondag een vergadering over de situatie in de gevangenis van Doornik. Er werd overeenstemming bereikt over een protocol, dat aan het gevangenispersoneel van Doornik werd voorgelegd. Het personeel stemt ermee in het werk te hervatten. De staking werd opgeschort tot 16 november en het werk werd intussen hervat.

Van die vergadering werd tegelijk gebruik gemaakt om in te gaan op het personeelstekort en de overbevolking op het nationale niveau. Er werd afgesproken een aantal denksporen te onderzoeken.

Ik betreur dat de staking geen rekening hield met protocol 351 van 19 april 2010 in verband met de versterking van de sociale dialoog en de conflictbeheersing binnen het gevangeniswezen. Het personeel legde immers het werk neer nog voor de vooropgestelde termijn voor de onderhandelingen voorbij was. Daardoor ging er tijd verloren. Het akkoord dat zondag werd bereikt, had net zo goed kunnen worden gesloten in het kader van de in protocol 351 voorgeschreven procedure.

Als men het protocol had gerespecteerd, zouden we een dergelijke overeenkomst zonder staking bereikt hebben.

De jongste jaren hebben we met succes een grote inspanning geleverd om de personeelsformaties in te vullen. Het probleem ligt elders.

Ik heb ermee ingestemd om een extra inspanning te leveren en heb voorzien in 44 contracten van bepaalde duur die tot 31 december 2010 lopen. Vorige zondag hebben we met de vakbonden afgesproken te onderzoeken of die contracten in 2011 zouden kunnen worden verlengd.

We hebben echter te maken met problemen waarop we weinig vat hebben, zoals ziekteverzuim.

De oorzaak van die problemen ligt misschien in de administratie, maar mogelijk ook in de gevangenis zelf.

Wat de wilde stakingen betreft, denk ik dat het protocol betreffende de sociale dialoog moet worden nageleefd.

Wij hebben protocol 351 van 19 april 2010 over de versterking van de sociale dialoog en de conflictbeheersing in de penitentiaire sector afgesloten. Dat protocol heeft precies ten doel om dergelijke acties te voorkomen. Ik neem nota van de niet-naleving van het protocol in Doornik. De drie representatieve vakbondsorganisaties stonden echter niet achter de acties in Doornik.

Protocol 366 van 6 oktober 2010, dat deel uitmaakt van het nationaal overleg dat tot een akkoord en een ondertekend protocol leidde, gaat in hoofdzaak over heel technische aangelegenheden. Het protocol voorziet, naast contractuele aanwervingen, ook in de reeksen statutaire aanwervingen die worden verricht op grond van het personeelsplan 2010. Ten slotte is er ook een studie over het absentisme gepland.

Het algemeen debat met de vakbonden wordt voortgezet en we hebben begin oktober een protocol ondertekend. De vakbonden moeten hun verantwoordelijkheid opnemen. Het komt de vakbondsorganisaties immers toe wilde stakingen al dan niet te steunen. Gelet op de ondertekende akkoorden is het hun plicht om aan de besprekingen deel te nemen. We moeten samen een oplossing vinden.

12.05 **Christian Brotcorne** (cdH): Het stakingsrecht is legitiem voor zover de vormvoorschriften en de

akkoorden worden nageleefd. We moeten dan ook het belang van de sociale dialoog blijven benadrukken en uw inspanningen en die van de vakbondsorganisaties om de gesloten akkoorden en protocollen na te leven, onderstrepen.

De geleverde inspanningen tonen aan dat de tijd rijp is en die kans moet benut worden.

12.06 Franco Seminara (PS): Vindt u niet dat men dit had moeten kunnen voorzien? Ik heb de indruk dat de ketel zowat overal in het land onder druk komt te staan.

12.07 Marie-Christine Marghem (MR): Ik betreur dat men in de gevangenis van Doornik overeenkomstig het protocol niet in hogere mate proactief is opgetreden met betrekking tot het afwezige personeel. Door deze situatie wordt het aanwezige personeel in een lastig parket gebracht.

Bovendien is er een communicatieprobleem met de directie, wat sommigen ertoe brengt om ondanks de akkoorden die werden gesloten het werk te onderbreken. Het is een gegeven waarover men zich zorgen moet maken, in weerwil van alle protocollen die werden ondertekend. U hebt dat overigens gedaan en ik dank u daarvoor. Ik hoop tegelijk dat wij het thema van de reorganisatie van de gevangenis opnieuw in alle sereniteit zullen kunnen bespreken en dat deze hinderlijke situaties in de toekomst zullen kunnen vermijden, ook wat de rechten van de verdediging betreft.

Het incident is gesloten.

13 Vraag van mevrouw Sabien Lahaye-Battheu aan de minister van Justitie over "de hervorming van de subsidiereglementering voor de omkadering van de werkstraffen" (nr. 288)

13.01 Sabien Lahaye-Battheu (Open Vld): De subsidiereglementering voor de financiële tegemoetkoming aan lokale overheden voor de omkadering van alternatieve werkstraffen, zou worden hervormd. Eerder stelde de minister dat de problematiek in zijn totaliteit moest worden bekeken, met alle kosten op een rijtje. De minister heeft ook gezegd te willen evolueren naar een structurele financiering in plaats van een projectmatige. Naast de financiering zou ook aandacht gaan naar kwaliteitszorg, opleiding, ondersteuning en administratieve vereenvoudiging.

De steden en gemeenten zijn hierbij uiteraard belangrijke partners, maar ook met andere prestatieplaatsen zouden rechtstreekse samenwerkingsverbanden kunnen worden aangegaan.

Kan de minister een stand van zaken geven?

De lange wachtlijsten voor werkstraffen zijn een probleem. Mensen moeten soms meer dan een jaar wachten en dat zwakt de bestraffing af. Werkt de werkgroep hierover verder? Staan er aanpassingen op stapel?

13.02 Minister Stefaan De Clerck (Nederlands): Het aantal werkstraffen is dit jaar in Vlaanderen en Wallonië met ongeveer 12 procent toegenomen. In Brussel daarentegen daalt het aantal. Dit cijfer is echter niet definitief omdat het jaar nog niet rond is.

Op 30 september 2010 stonden nog 1.047 dossiers op de wachtlijst bij de justitiehuizen. Dat zijn er veel minder dan in de maanden daarvoor, maar het cijfer fluctueert sterk. Het directoraat-generaal Justitiehuizen blijft zich verder inspannen om de wachtlijsten terug te dringen.

In februari 2010 werd een werkgroep opgericht, met leden van het directoraat-generaal, die het huidige subsidiesysteem en organisatiemodel voor de uitvoering van de werkstraffen moet bestuderen.

Ik heb de huidige subsidiepartners van dit initiatief schriftelijk op de hoogte gebracht op 15 maart 2010. Tot de val van de regering is de werkgroep viermaal samengekomen. Ik heb ervoor geopteerd om de werkgroep te laten voortbestaan, maar onder leiding van het directoraat-generaal Justitiehuizen. De werkgroep werkt momenteel een organisatiemodel uit in functie van een efficiënte uitvoering van de werkstraf. Centraal staat het optimaliseren van de samenwerkingsverbanden. Er wordt getracht zoveel mogelijk tegemoet te komen

aan de huidige knelpunten. Tevens wordt maximaal rekening gehouden met het reeds uitgebouwde aanbod aan vrijwillige prestatieplaatsen en de gesubsidieerde samenwerkingsverbanden met steden en gemeenten. Het is momenteel nog te vroeg om de richting aan te geven van de conclusies van de werkgroep. Zodra er een concreet voorstel is zal het tegen het einde van dit jaar voorgelegd worden aan de minister van Justitie. De druk op de prestatieplaatsen wordt groter, evenals de druk op de justitiehuizen.

13.03 Sabien Lahaye-Battheu (Open Vld): Het is belangrijk dat iemand die tot een werkstraf wordt veroordeeld, in de toekomst geen jaar moet wachten vooraleer hij door een prestatieplaats wordt opgeroepen. De werkstraffen zijn duidelijk een groot succes.

13.04 Minister Stefaan De Clerck (Nederlands): Het is inderdaad positief dat het aantal werkstraffen gevoelig vooruitgaat. Ook het elektronisch toezicht gaat er spectaculair op vooruit, op anderhalf jaar tijd van 600 naar 1.300 dossiers. Dit gaat dus de goede richting uit.

Het incident is gesloten.

13.05 Minister Stefaan De Clerck (Nederlands): Op vraag nr. 289 van mevrouw Lahaye-Battheu over de gerechtskosten heb ik een erg uitvoerig antwoord, met heel veel cijfers. Ik zal haar het antwoord schriftelijk geven.

14 Samengevoegde vragen van

- mevrouw Sabien Lahaye-Battheu aan de minister van Justitie over "het systeem van elektronisch toezicht" (nr. 290)

- mevrouw Sophie De Wit aan de minister van Justitie over "problemen in verband met het gebruik van de enkelband wegens personeelsgebrek bij het Nationaal Centrum voor Elektronisch Toezicht" (nr. 423)

14.01 Sabien Lahaye-Battheu (Open Vld): Begin juni stelde de minister het nieuwe systeem van elektronisch toezicht voor, dat sinds 1 april 2010 geleidelijk werd geïnstalleerd in het Nationaal Centrum voor Elektronisch Toezicht. Men stelt een totaal van 1.500 enkelbanden in het vooruitzicht en binnenkort zou er ook kunnen worden gewerkt met stemherkenning of gps-toepassingen. Vanuit de justitiehuizen gaf men begin september echter aan dat er slechts voldoende personeel is om 1.200 veroordeelden te begeleiden.

Voor hoeveel veroordeelden loopt momenteel de procedure van elektronisch toezicht, opgesplitst in de drie stadia? Vanaf wanneer zal er worden gewerkt met het nieuwe systeem van stemherkenning en gps-toepassingen? Wat heeft de minister geantwoord aan de justitiehuizen?

14.02 Sophie De Wit (N-VA): Op het terrein spreekt men van een te hoge werklast, vermits er ook nog de opvolging van de enkelbanden is. De minister heeft extra mensen beloofd vanaf 1 januari 2011 en ondertussen zouden ook twee medewerkers uit de justitiehuizen worden ingeschakeld, wat volgens de vakbond echter totaal ontoereikend is. Het gevolg is dat het Nationaal Centrum enkel de meest dringende gevallen zal behandelen en hoogstens 1.200 veroordeelden zullen worden opgevolgd.

Welke mogelijkheden ziet de minister om nog dit jaar een passende oplossing te vinden? Is daarvoor een budget? Wat was het resultaat van het overleg van vorige week tussen de vakbonden en de betrokken diensten? Is het probleem verholpen met vijftien extra personeelsleden vanaf 1 januari 2011? Waarom kunnen de twee tijdelijke medewerkers van Justitie slechts twee uur per dag worden ingezet? Acht de minister het doel van 1.300 à 1.400 enkelbanden tegen einde 2010 nog steeds haalbaar of gaat hij uit van een lager aantal?

14.03 Minister Stefaan De Clerck (Nederlands): Op 15 oktober 2010 stonden volgens het Nationaal Centrum 1.154 personen onder elektronisch toezicht. Er is dus sprake van een duidelijk stijgende trend. Van bij het begin heb ik echter gezegd dat zo een capaciteitsuitbreiding bijkomende middelen vergt, zowel personeel als materieel. Die zijn ook effectief vrijgemaakt, ondanks de budgettaire moeilijke tijden, maar soms vergt het wat tijd vooraleer deze middelen ook operationeel worden.

Het bestaande materieel werd in april 2010 volledig vervangen. Het ging hierbij om het centrale beheersysteem, alle enkelbanden en alle bewakingsboxen in de woningen van de gevangenen. De

overgangperiode verliep probleemloos.

Er werden bijkomende inspanningen geleverd inzake personeel en middelen via een uitbreiding van het Nationaal Centrum voor Elektronisch Toezicht. Het gaat om zestien bijkomende aanwervingen ter versterking van het bestaande monitoringteam in het controlecentrum van Brussel. De selectiegesprekken lopen nog tot eind oktober. De procedure vult ook enkele nog ontbrekende personeelsleden in de huidige bezetting in. De nieuwe medewerkers kunnen wellicht eind 2010, begin 2011 worden ingezet. Zij krijgen de nodige opleiding.

De vakbonden en de betrokken dienst hebben vorige week afspraken gemaakt om het hoofd te kunnen bieden aan de werklast tijdens de overbruggingsperiode. De administratieve taken worden tijdelijk beter gespreid en er is tijdelijk bijkomende administratieve ondersteuning.

Er is de afgelopen twee jaar veel werk verricht. De capaciteit werd bijna verdubbeld sedert mei 2009. Nu moeten we stilaan evolueren naar een capaciteit van 1.500. De volgende regering zal het debat over de verdere uitbreiding van het toepassingsgebied moeten aangaan. De prioriteit ligt nu bij de capaciteitsuitbreiding.

Eind september zijn 1.906 personen in strafonderbreking. Zij wachten op de enkelband. De ervaring leert dat 60 procent van hen effectief een enkelband zal krijgen. Volgens de justitiehuisen moet er, op basis van de cijfers van 30 september, bij 873 veroordeelden in strafonderbreking nog een maatschappelijk onderzoek gebeuren. Voor 403 personen is het onderzoek bezig, voor 565 is het onderzoek afgerond maar moet de positieve beslissing inzake elektronisch toezicht nog worden uitgevoerd. Globaal gezien is de tendens positief: zowel elektronisch toezicht als werkstraffen gaan erop vooruit, alleen de groeipijnen moeten verder worden beheerd.

Het incident is gesloten.

De vergadering wordt gesloten om 12.43 uur.